2,70 € *Première édition.* Nº 13443 MARDI 24 SEPTEMBRE 2024 www.liberation.fr

ISRAËL-LIBAN Les frappes s'intensifient, le bilan s'alourdit PAGE 16

Libération

ENQUÊTE
L'appartement grand luxe et à l'œil de Rachida Dati

PAGES 12-14

ALBERT FACELLY



NOUVELLE-CALÉDONIE «EN PLUS DE LA TRISTESSE, IL Y A TANT DE RAGE»



Le 171e anniversaire, ce mardi, de la colonisation de l'archipel fait craindre un regain des tensions qui ont éclaté en mai et ne sont jamais totalement retombées. PAGES 2-5

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie 1,80 €, Allemagne 3,20 €, Andorre 3,20 €, Belgique 2,70 €, Canada 5,30 $, DOM 3,20 €, Espagne 3,20 €, Etats-Unis 5,20 $, Grande-Bretagne 2,90 £, Grèce 3,20 €, Italie 3,20 €, Liban 7800 LBP, Luxembourg 2,70 €, Maroc 29 Dh, Pays-Bas 3,20 €, Portugal (continental) 3,60 €, Suisse 3,60 FS, Suisse alémanique 3,60 FS, Tunisie 8,70 DT, Zone CFA 2600 CFA.

ÉDITORIAL

Par **ALEXANDRA SCHWARTZBROD**

Fracturé

Sur cette crise-là, le gouvernement Barnier ne bénéficiera d'aucun état de grâce car la tension en Nouvelle-Calédonie est maximale. Elle couvait depuis des années, mais elle est montée d'un cran quand Emmanuel Macron a entrepris, via une révision constitutionnelle, de donner le droit de vote (aux scrutins provinciaux) aux personnes installées depuis dix ans sur le territoire. Ce qui visait à diluer les chances des indépendantistes, qui l'ont très bien compris. Pris de court par la violence des émeutes qui ont éclaté à cette occasion, en mai, le chef de l'Etat a vite rétropédalé, mais le mal était fait. La confiance, déjà ténue entre Paris et les indépendantistes, a été réduite à néant. Ces derniers ont même profité de la crise pour asseoir leur pouvoir. Aux dernières législatives, ils ont récolté davantage de voix que les loyalistes et porté l'un des leurs à l'Assemblée nationale pour la première fois depuis 1986, et pas n'importe qui : Emmanuel Tjibaou, fils de Jean-Marie Tjibaou, grande figure du nationalisme kanak. Ce mardi, qui marque le 171e anniversaire du début de la colonisation française, est donc à haut risque. La Nouvelle-Calédonie est désormais un territoire fracturé, paupérisé, où certains quartiers ne sont plus accessibles car tenus par des bandes prêtes à tout. A force de laisser pourrir la situation, voire de recourir à ce que certains ont vu comme des entourloupes pour renverser le rapport de force, le pouvoir parisien a pris le risque de radicaliser une jeunesse qui ne se voit plus d'avenir au sein de la République. Pour beaucoup, comme le souligne notre reportage, *«c'est Kanaky ou la mort»*. François-Noël Buffet, le nouveau ministre en charge des Outre-Mer, n'a donc pas une seconde à perdre. Il doit rétablir la confiance, réinjecter des milliards pour pallier l'effondrement de l'économie locale due en partie aux émeutes mais aussi à la chute d'une industrie du nickel asphyxiée par la concurrence chinoise. Et surtout offrir un horizon à une population plurielle qui ne sait plus où elle va.


Un militant indépendantiste sur un barrage à Thio, samedi.

NOUVELLE-CALÉDONIE «Nous voulons que le soleil se lève pour tout le monde»

Alors que ce mardi marque les 171 ans de la colonisation française de l'archipel, «Libé» a rencontré Kanak, «Métros» et «Caldoches» secoués par les violences du printemps. Malgré la crise économique et des tensions encore vives, les habitants espèrent un avenir commun plus juste et désirable.

Par **MAÏTÉ DARNAULT** Envoyée spéciale en Nouvelle-Calédonie
Photos **THEO ROUBY. HANS LUCAS**

Déroulé à voix basse, son discours impose le respect aux jeunes qui l'entourent. *«On essaie d'avancer, on reste au QG pour s'occuper.»* Boucles noires et barbe fournie, Dylan, 30 ans, est l'un des aînés du campement planté sur le macadam des tours de Magenta, à Nouméa. Concentré de pauvreté et de déclassement social, la cité HLM construite au début des années 70 pour loger 3000 habitants, aujourd'hui en majorité kanak et océaniens, a été l'un des épicentres des émeutes du 13 mai dans la capitale de la Nouvelle-Calédonie. Ces violences, qui ont atteint leur paroxysme durant les deux premières semaines, ont connu des répliques. Dans la nuit du 23 au 24 juin, l'antenne de la police municipale de Magenta, des commerces et des véhicules ont été ravagés par les flammes en réponse à l'incarcération en métropole de militants indépendantistes. Depuis le 19 septembre, de fortes détonations ont été entendues le soir dans le quartier, après la mort de deux jeunes hommes dans la tribu de Saint-Louis, en périphérie de Nouméa.

A ce jour, la brutale éruption de mai, déclenchée par le projet de révision constitutionnelle portant sur la fin partielle du gel du corps électoral des scrutins provinciaux de l'île mélanésienne, déjà touchée par une récession économique, aurait coûté au moins 2,2 milliards d'euros. La plaie reste béante dans les



Une tractopelle calcinée sur la route menant à Thio depuis l'ouest de l'île.


Georgi Chamoinri, porte-parole de la CCAT à Thio.

différentes communautés – Kanak, Européens (appelés les «Métros» ou les «Zoreilles»), «Caldoches» (descendants de bagnards et de colons), Wallisiens et Futuniens, métis et autres Océaniens – qui cohabitent dans la capitale, où se sont concentrées les exactions. Quatre mois plus tard plane encore la hantise d'une guerre civile, née de la polarisation politique entre les héritiers de la lutte indépendantiste kanak, pilotée par la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) depuis 2023, et les tenants radicalisés du camp loyaliste, partisan du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française. Charriant des propos racistes des deux côtés, cette déflagration, dont l'amplitude a pris de court nombre d'habitants et d'acteurs de la société civile, semble aujourd'hui laisser place aux prémices de la résilience collective et de la quête d'une justice restaurative.

«On est tous en mode "Koh-Lanta"»

Pour l'heure, la priorité des autorités reste l'enjeu sécuritaire. Ce mardi, 6000 gendarmes, policiers et militaires sont déployés dans l'archipel de 270 000 habitants, pour prévenir tout débordement lors de cette date anniversaire, qui marque le début de la colonisation française il y a cent-soixante-et-onze ans. A Magenta, une semaine plus tôt, des brochettes de cerf grillaient sur un petit brasero, à l'abri d'une bâche bleue soutenue par des poteaux de bois noueux. Dylan, vice-président d'une Suite page 4

Les indépendantistes renforcés mais divisés

L'abandon du dégel du corps électoral et les législatives ont offert des victoires au camp indépendantiste. Mais de profonds clivages demeurent en interne sur la stratégie à suivre.

«*Ils sont tellement radicalisés qu'ils n'écoutent plus.*» Ancien président du Congrès de Nouvelle-Calédonie et chef de la tribu de Saint-Louis, Roch Wamytan avait «*discuté pendant des heures ces dernières semaines*» avec les deux jeunes tués le 19 septembre en banlieue de Nouméa lors d'un assaut du GIGN, dans le cadre d'une opération visant à interpeller plusieurs personnes. «*On a des jeunes qui sont prêts à se battre jusqu'au bout. C'est Kanaky ou la mort*», constate l'élu du parti indépendantiste Union calédonienne (UC), pour qui «*l'indépendance passera par des négociations*». Selon lui, les quatre derniers mois ont «*confirmé son caractère inéluctable*».

Victoire. Lancée le 13 mai par la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), émanation de l'UC dont les principaux responsables sont actuellement en détention provisoire en métropole, l'insurrection a fait reculer Emmanuel Macron. Le 12 juin, le Président a suspendu la réforme constitutionnelle visant à donner aux personnes installées depuis dix ans en Nouvelle-Calédonie le droit de vote aux élections provinciales. Réclamé de longue date par le camp loyaliste (opposé à l'indépendance), le dégel du corps électoral était susceptible de sonner le glas des espoirs indépendantistes. Ces derniers ont finalement été renforcés par le retrait du texte, puis par une victoire inédite aux législatives: le 7 juillet, Emmanuel Tjibaou, fils de la figure indépendantiste Jean-Marie Tjibaou, a vaincu le redécoupage des circonscriptions savamment réalisé par Charles Pasqua en 1986 et siège désormais au Palais-Bourbon. Plus important encore: sur l'ensemble du pays, les indépendantistes ont récolté plus de voix que les loyalistes, dans un scrutin aux allures de sondage sur l'autodétermination et malgré un corps électoral complètement ouvert. Mais ces évolutions favorables ne sauraient éteindre les divergences internes.

Le camp du «oui» se déchire sur la question des moyens de parvenir à l'indépendance. Le Parti de libération Kanak (Palika), qui avait rapidement désapprouvé l'action de la CCAT, ne digère ni la radicalisation de la jeunesse, ni les écoles brûlées, ni les quelque 700 entreprises partiellement ou totalement détruites. Le 17 septembre, le deuxième grand parti indépendantiste a suspendu pendant deux mois sa participation au Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). Cet avertissement répond au dernier coup de force de l'Union calédonienne, qui a incorporé la CCAT au Front, allant même jusqu'à nommer son meneur, Christian Tein, en détention provisoire à la prison de Mulhouse-Lutterbach (Haut-Rhin), à un poste de président du FLNKS qui n'existait plus depuis deux décennies.

La contestation s'est étendue jusqu'à l'Eveil océanien. Fondé en 2019 autour de la communauté wallisienne-et-futunienne, allié des indépendantistes, faiseur de roi au Congrès de la Nouvelle-Calédonie, le parti a signé deux coups d'éclat en deux jours. Le 28 août, Vaimu'a Muliava, chargé notamment de l'urbanisme et de la fonction publique, claque la porte du gouvernement collégial. Le lendemain, Veylma Falaeo subtilise la présidence du Congrès à Roch Wamytan pour devenir la première femme à la tête de cette institution. Un coup politique réalisé grâce… aux voix des partis loyalistes, ravis de sanctionner l'UC, leurs adversaires.

Crise. Au-delà de cette victoire symbolique, pour les partisans du maintien dans la République, la partie s'est grandement complexifiée ces derniers mois, notamment pour des raisons démographiques. La Nouvelle-Calédonie connaît une crise économique importante et une vague de départs, principalement, semble-t-il, de personnes d'origine européenne. Le 16 août, David Guyenne, président de la Chambre de commerce et d'industrie, gestionnaire de l'aéroport international, a donné l'alerte, avançant le nombre de 6000 départs depuis le début de l'année. Dans une collectivité de 271000 habitants où le «non» à l'indépendance l'avait emporté de peu (53%) en 2020, une telle évolution serait de la plus haute importance.

Chez les loyalistes radicaux, la tentation du repli stratégique ressurgit. Sonia Backès, présidente de la province Sud et ancienne secrétaire d'Etat à la Citoyenneté, a relancé l'idée d'une «*autonomisation*» des trois provinces. «*Au même titre que l'huile et l'eau ne se mélangent pas, je constate à regret que le monde kanak et le monde occidental ont […] des antagonismes encore indépassables*», a-t-elle déclaré le 14 juillet. Dans son sillage, le député néo-calédonien Nicolas Metzdorf (Générations NC) parle de «*fédéralisme*», dans un objectif séparatiste similaire. Les indépendantistes, rejoints par les loyalistes modérés de Calédonie ensemble, dénoncent un projet d'«*apartheid*».

Dans la perspective d'une reprise des discussions en fin d'année, les représentants de l'Etat – que ce soit Emmanuel Macron ou le gouvernement de Michel Barnier – devront composer avec un paysage politique transformé, où la légitimité des interlocuteurs divise jusqu'au cœur du mouvement indépendantiste.

GILLES CAPRAIS
Correspondant à Nouméa

Suite de la page 3 association récemment créée par les jeunes, veut croire à l'apaisement : *«Plus on continue de jouer au chat et à la souris et plus les forces de l'ordre continueront à nous tirer dessus. On pense aussi aux papas et aux mamans, aux grands-pères et aux grands-mères.»* A celles et ceux qui, comme Louise, cheveux tirés en chignon et visage rond, ont eu *«l'impression de retourner dans les événements de 1984, avec des explosions et des lacrymos toute la nuit»*. La quinquagénaire était ado quand ils se sont déclenchés, donnant lieu à des affrontements ethniques entre partisans et opposants à l'indépendance, jusqu'à la signature des accords de Matignon et de Nouméa en 1988 et 1998, destinés à garantir l'intégration économique et institutionnelle des Kanak et à permettre aux Calédoniens dans leur ensemble de se prononcer sur leur avenir.

NOUVELLE-CALÉDONIE
Koné
Thio
Nouméa
OUVÉA
LIFOU
MARÉ
ILE DES PINS
50 km

«Je ne suis pas dans la lutte mais je comprends ce que ressentent nos jeunes. Il faut leur donner la parole, c'est dur de le faire comprendre à ceux qui sont en haut, aux politiciens», dit Louise. Cette mère de trois garçons a fait *«un peu de tout»* dans sa vie, *«du ménage à l'hôpital, chez des particuliers»* et des heures de transports en commun chaotiques, avant que son corps ne lâche. En arrêt pour incapacité, elle passe une partie de ses journées *«en bas»*, sur une natte ou dans le vieux canapé à l'ombre d'un garage délabré, non loin du campement des jeunes. *«On reste là pour leur dire de ne pas dévier. On leur parle, ils nous écoutent. La parole d'une maman peut être comme un Flash-Ball*, se persuade-t-elle. *Mais on ne peut pas être tout le temps derrière eux.»* Louise leur a apporté une grappe de chouchoutes – une cucurbitacée tropicale – à planter. Dylan s'est mis en tête de semer des légumes dans les interstices du béton. A la place des palmiers décapités lors des affrontements, il a créé un *«petit potager»* sur la rare terre disponible. Originaire de Lifou, l'une des îles Loyauté, à l'est de la Grande Terre, il n'a pas trouvé de travail stable à l'issue de ses études. Il envisage une formation de chauffeur poids lourds et *«peut-être de partir en métropole pour avoir une expérience»*. Le drapeau de Kanaky s'étale au dos de son poncho. Au centre, un cercle jaune – le soleil – barré de la flèche faîtière, pièce maîtresse du toit des cases de chefferie. En toile de fond, le bleu pour la souveraineté, le rouge pour le feu et le sang versé lors de la lutte indépendantiste, et le vert pour la terre à fertiliser.

Oignons, salades, ananas, courges, cannes à sucre, taros : en deux mois, les pousses ont atteint plusieurs centimètres. Et les *«autres petits jeunes»* l'ont imité dans les parterres restants. *«On a fait exploser l'économie, alors on va sur l'art et la culture, la réappropriation des gestes et des savoirs, c'est comme ça qu'on pense à reconstruire*, explique Dylan. *Si tu veux décoloniser un pays, il faut se décoloniser soi-même. Certains jeunes ne connaissent pas les accords de Matignon et de Nouméa. Quand ils demandent l'indépendance, il faudrait déjà qu'ils soient indépendants eux-mêmes. Il y en a qui disent : "Kanaky aux Kanak", mais il faut absolument être tous ensemble. La souveraineté, c'est pour tout le monde.»*

«Ce travail de confiance va prendre du temps», reconnaît Dylan, bien placé pour savoir que les Kanak n'ont toujours pas les mêmes chances que les autres Calédoniens de réussir à l'école, de trouver un travail ou un logement. Surtout s'ils vivent à Nouméa, où la solidarité communautaire, plus diluée qu'en tribu, compense moins le désœuvrement. *«On se fait dénigrer et discriminer, alors on se débrouille pour survivre. On est tous en mode* Koh-Lanta *ici depuis la fin des aides sociales»*, souligne celui qui invite les autorités à *«venir sur le terrain pour parler avec cette jeunesse oubliée, pour lui dire qu'elle peut s'en sortir»*. Mi-juillet, pour pallier ses difficultés de trésorerie, la province Sud dirigée par la loyaliste radicale Sonia Backès a durci l'octroi du minimum vieillesse, des bourses scolaires et de l'aide au logement, et a suspendu le versement de l'aide médicale. La fin de la gratuité des soins médicaux pourrait priver près de 26 000 Calédoniens pauvres.

«De plus en plus de gens insolvables»

A Nouméa, nombre de magasins refusent désormais les chèques – un moyen de paiement jusque-là très répandu en Nouvelle-Calédonie – ou le règlement en plusieurs fois par carte bancaire. *«Sinon, on n'a plus de garantie d'être payés*, explique le gérant d'un magasin de téléphonie à Magenta. *De plus en plus de gens sont insolvables. Et il y a ceux qui vont quitter le territoire, ils font des chèques en bois ou signent des traites avant de fermer leur compte.»* Dans le quartier populaire de Rivière-Salée, où le centre commercial a été incendié en mai, le marché lancé le samedi par un collectif citoyen, sur la place du parc, permet aux habitants de faire leurs courses alimentaires et aux maraîchers de s'assurer un débouché. Depuis plusieurs semaines, de nouveaux vendeurs affluent, *«des gens qui n'ont plus de contrats de travail et qui se mettent à vendre leurs affaires, des vêtements et des meubles»*, raconte un bénévole.

Pour s'en sortir, des locataires tentent de renégocier le montant de leur loyer, ou de repousser son paiement. Le chômage partiel ne suffit pas toujours à régler les factures, tandis qu'un tiers des salariés du privé ont aujourd'hui perdu leur emploi. Les préavis de rupture de bail sont légion, à mesure que les départs du territoire se multiplient. Ils sont estimés par la chambre de commerce et d'industrie à 6 000 depuis le début de l'année, pour une population de 270 000 habitants, dont deux tiers sont concentrés dans l'agglomération de Nouméa. Le secteur de la santé, déjà confronté à un problème d'attractivité, est particulièrement touché par les démissions : depuis les émeutes, le Médipôle, principal centre hospitalier du territoire, a perdu près de la moitié de ses soignants et un tiers de ses médecins, selon une source interne. L'étranglement de l'économie et l'apparition de déserts médicaux, notamment en brousse (hors de Nouméa), redouble l'inquiétude dans toutes les couches de la population.

A Magenta, Louise *«avance au fur et à mesure»* et n'attend pas grand-chose : *«Nous, on est là, on n'est pas partis, on sera toujours là.»* Dans d'autres quartiers, beaucoup disent vivre *«au jour le jour»*. C'est devenu *«impossible de se projeter»* pour Carole, qui ressent *«une sorte de paralysie»*, d'*«insécurité psychique»*. Cette infirmière libérale de 57 ans *«arrive à peine à parler d'autre chose que des événements, de la peur de l'avenir»* : *«J'ai envie de partir, j'ai l'impression que je n'arriverai jamais à être sereine.»* Arrivée il y a vingt ans en Nouvelle-Calédonie, cette «Métro» habite seule un petit chalet du quartier de la Vallée des colons. *«Déjà, ce nom devrait disparaître»*, grimace-t-elle. Quand Nouméa s'est embrasé le 13 mai, elle s'est réfugiée chez la collègue avec laquelle elle est associée, *«dans un immeuble sécurisé»* proche du centre-ville et d'un cantonnement militaire. Puis elle a continué à travailler, après avoir peint des croix blanches sur les vitres de sa voiture. *«On a pris le risque d'aller voir des patients dans des endroits chauds, ça cramait partout, on s'est fait insulter, on nous a hurlé de dégager sur des barrages indépendantistes. Ça va certainement me prendre des semaines avant de leur refaire confiance, je ne sais même pas si je vais y arriver»*, se désole celle qui a *«cru au destin commun»*. Cette électrice *«de centre gauche»* est favorable au dégel du corps électoral, qui autoriserait près de 42 600 personnes, natives ou vivant sur l'archipel depuis au moins dix ans (soit un cinquième des électeurs inscrits pour les scrutins généraux) à voter pour élire les membres des assemblées provinciales et du Congrès de Nouvelle-Calédonie. *«Je ne le revendiquerais pas, mais je serais heureuse qu'on me l'accorde. C'est une reconnaissance, mes petites-filles sont nées ici, je paie mes impôts et je soigne les gens depuis vingt ans*, souligne Carole. *Pourquoi pas l'indépendance, mais de manière paisible. Je ne veux pas vivre avec un clivage de population dans le pays.»*



Un magasin d'armes à feu fermé dans le village de Koné, dans la

Sur la route transversale qui mène à Thio, une tractopelle calcinée trône à la sortie d'un virage, bordé d'un monceau de terre ocre et de grosses pierres. C'est la plus saisissante des «chicanes» qui entravent la quarantaine de kilomètres à parcourir pour basculer sur la côte Est de la Grande Terre. Depuis plusieurs mois, l'énorme engin provenant de la mine de nickel située dans la chaîne montagneuse fait office de ligne de démarcation pour les indépendantistes kanak de la CCAT. Il faut slalomer entre les carcasses de voitures noircies et rouler au pas pour franchir des amoncellements de débris, de roches et de troncs d'arbres. Des slogans s'étalent en orange fluo sur des tôles rouillées. Passé le col de Nassirah, l'asphalte auréolé de taches brûlées serpente dans un

FRANÇOIS-NOËL BUFFET, MINISTRE DES OUTRE-MER ***UN FIN CONNAISSEUR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE***



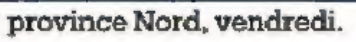
AFP

Nommé samedi ministre en charge des Outre-Mer dans le gouvernement de Michel Barnier, le sénateur LR François-Noël Buffet sera immédiatement confronté à la crise qui secoue la Nouvelle-Calédonie. Signe de l'importance de sa mission, le Lyonnais de 61 ans – déjà le quatrième locataire de l'hôtel de Montmorin depuis le début du second mandat d'Emmanuel Macron – hérite d'un ministère de plein exercice, directement rattaché à Matignon. Charge à lui d'apporter des solutions d'urgence et de long terme à l'effondrement de l'économie, de renouer le dialogue dans un territoire profondément divisé et de restaurer la confiance des indépendantistes envers l'Etat français, accusé de partialité en leur défaveur.

François-Noël Buffet connaît bien le sujet. Président de la commission des lois du Sénat, il avait dirigé en 2022 une mission de la Chambre haute consacrée à la Nouvelle-Calédonie, dans la foulée du troisième référendum sur l'autodétermination de l'archipel, boycotté par les indépendantistes. Avocat de formation, Buffet a été pendant vingt ans maire d'Oullins, en banlieue de Lyon, jusqu'à ce qu'il renonce en 2017 à son fauteuil municipal pour sauver celui de sénateur (qu'il occupe depuis 2004), en raison de la limitation du cumul des mandats. En 2013, il avait participé aux manifestations contre la loi sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, puis avait signé l'année suivante une charte de la Manif pour tous sur la *«défense du modèle de la famille traditionnelle»*. Celui qui a forgé au cours du temps son image de LR «Macron-compatible», notamment en s'alliant avec Gérard Collomb en 2020 pour tenter (en vain) d'empêcher les écologistes de conquérir la métropole et la Ville de Lyon, avait déjà été annoncé en début d'année, à tort, dans le gouvernement de Gabriel Attal.

SAMUEL RAVIER-REGNAT




province Nord, vendredi.



Jeudi à Nouméa. Des «voisins vigilants» ont installé un poste de contrôle à l'entrée du quartier de Ouemo.

vallon au milieu des palmiers, des pins et des bambous.

Durant l'été, une concertation entre la CCAT, la gendarmerie, la municipalité de Thio et les représentants coutumiers – les chefs de clan et de tribu – avait permis de *«conclure un marché, dans l'optique de rouvrir la route»*, retrace Georgi Chamoinri, porte-parole de la CCAT à Thio. Depuis la tractopelle jusqu'au village de 3 500 habitants, *«c'est la CCAT qui déblaie et on apaise côté social chez nous»*. Et, dans l'autre sens, jusqu'à Boulouparis, sur la côte Ouest, *«les forces de l'ordre déblaient»*. Mais dans ce haut lieu de la lutte indépendantiste des années 80, l'accord a été rompu le 15 août par la mort d'un *«frère de lutte»*, dit Georgi Chamoinri, visage fermé. Au petit matin, Marco Caco, un militant de 43 ans originaire de Canala, a été abattu d'une balle dans la tête par un gendarme.

«Tellement de colère, de rage»

Un *«tir de riposte»* face à *«certains assaillants [qui] continuaient à tirer des coups de feu en direction des gendarmes»*, a indiqué dans un communiqué Yves Dupas, procureur de la République de Nouvelle-Calédonie. Un *«assassinat»*, balaie Georgi Chamoinri, pour qui *«la consigne est claire»* au sein de sa cellule: *«Pas d'armes à feu.» «On n'a que des pierres et des bibiches»*, de puissants lance-pierres artisanaux. Et *«c'est ce bruit qu'ils ont pris pour des détonations»*, explique-t-il en frappant avec un gros caillou la rambarde en ferraille du pont à l'entrée de Thio. Sorti depuis peu de l'hôpital, un autre homme a été blessé à l'abdomen. Une enquête de l'Inspection générale de la gendarmerie nationale est en cours sur l'usage des armes durant ces affrontements. A ce jour, treize personnes – dont deux gendarmes – sont mortes en Nouvelle-Calédonie dans le contexte des émeutes du 13 mai.

«En plus de la tristesse, il y a tellement de colère, de rage», dit Georgi Chamoinri. L'homme de 34 ans travaille depuis douze ans à extraire du minerai pour la Société Le Nickel. Sur les sommets rognés par l'exploitation intensive, l'activité a été suspendue en avril par un mouvement de grève. Elle n'est pas près de reprendre: un convoyeur et d'autres outils ont été détruits le 15 août. A l'entrée de Thio, une poignée de jeunes continuent de tenir le piquet de mobilisation. Sur le pont, dans le caniveau, les restes de dizaines de grenades lacrymogènes et de désencerclement se mêlent aux pierres lancées par les manifestants. *«Des milliards ont été brassés par la mine mais, ici, on n'a rien. Ce n'est pas juste,* dénonce Georgi Chamoinri. *Nous voulons que le soleil se lève pour tout le monde, que certains n'aient pas plus que d'autres.»* Alors le gel du corps électoral reste la meilleure garantie d'un *«rééquilibrage»* préalable pour ne pas *«donner trop de pouvoir à ceux qui en ont déjà»*.

En attendant, *«l'apaisement viendra des politiques»*, qui *«ont une carte à jouer, peut-être pas un chamboulement avec la pleine souveraineté tout de suite, mais au moins les premières étapes»*, considère le militant de la CCAT à Thio. A près de 240 kilomètres de là, au nord-ouest de la Grande Terre, à Koné, la population a quasiment doublé en quinze ans. Cette ville, elle aussi façonnée par

> «Des milliards ont été brassés par la mine mais, ici, on n'a rien. Ce n'est pas juste. Nous voulons que certains n'aient pas plus que d'autres.»
>
> **Georgi Chamoinri**
> Porte-parole de la CCAT à Thio

l'industrie du nickel, se trouve à l'orée d'une période difficile. Déficitaire, l'activité de la Société minière du Sud Pacifique tournait a minima depuis un an. Cet été, les fours de l'usine Koniambo Nickel (KNS) ont été éteints définitivement. *«Les petits oiseaux, on ne les entendait pas avant, ici»*, lance Frédéric Narcissot en désignant la route principale sur laquelle *«la circulation était incessante en période de production»*. *«En terme immobilier, on peut parler d'exode, il y a des pancartes à vendre et à louer partout, et on peut renégocier les loyers, ce qui était impensable avant»*, explique ce conducteur de travaux de 49 ans.

Représentant syndical et secrétaire du comité d'entreprise, il fera partie de la dernière vague de licenciés. A l'automne, la totalité des 1200 employés auront signé leur solde de tout compte. Frédéric Narcissot ne compte pas *«baisser les bras»*. *«On s'attend à ce que ça stagne mais la ville a encore beaucoup de capacités à rebondir.»* Hormis quelques barrages routiers, elle a été préservée des émeutes de mai. Telle une *«bulle»* régie par un certain pragmatisme, estime le syndicaliste, qui se revendique d'une *«droite sociale»*. *«Est-ce que le peuple kanak est légitime dans sa demande d'indépendance? Oui. Est-ce que la Nouvelle-Calédonie le sera? C'est inéluctable. Après, le vivre-ensemble, c'est un vœu pieux, pas forcément bien accompagné»*, prévient-il. *Il faut créer du concret, que ça serve à quelque chose.»* A commencer par retenir les jeunes Calédoniens diplômés, comme ceux *«accueillis à bras ouverts»* à Tahiti, en Guyane, au Canada, en Australie ou en métropole après la déroute de KNS.

«Quelque chose a changé»

Ce 20 septembre, Killiane Kaehene picore des frites devant son ordinateur sur une table de pique-nique à la sortie de Koné. Sweat-shirt vert et fines nattes sur le crâne, l'étudiante de 19 ans en BTS développement agricole s'apprête à rentrer à Touho, sur la côte Est, pour le week-end. Elle a passé la semaine du 13 mai à attendre dans son studio, en suivant les nouvelles de Nouméa envoyées par des membres de sa famille. *«Certains étaient confinés à Rivière-Salée, d'autres sur les barrages.»* Elle s'inquiète que *«ça bloque encore»* ce 24 septembre, alors qu'elle est en période d'examens. *«Après, il y a les stages, je n'ai pas envie que ça me freine.»* La jeune Kanak tranche: *«On n'est pas encore assez compétents pour être indépendants. Ce n'est pas que ce n'est pas possible, mais ce le sera plus tard. Par exemple, on n'est pas encore assez autosuffisants en matière alimentaire, on dépend à 75% des importations.»*

Fille d'un patron de PME et d'une bibliothécaire, Killiane Kaehene envisage de faire sa licence en métropole *«pour découvrir ailleurs»*. Depuis les émeutes, elle *«appréhende beaucoup l'avenir»*. *«L'économie est à terre, une partie des gens vont se rediriger en tribu et ceux qui ont tout brûlé vont être les plus impactés.»* Elle préfère miser sur *«les interactions entre les personnes»* car *«même si quelque chose a changé, on peut toujours avoir le destin commun»*. Les mots de la jeune femme font écho à ceux d'un personnage qui, pourtant, lui semble opposé en tous points: Jean-Jacques Delathière, une figure caldoche de La Foa, sur la côte ouest. A 75 ans, ce descendant de bagnard continue d'arpenter chaque jour, au volant de son buggy, ses 500 hectares de terre, où paissent 160 têtes de bétail, et poussent fruits et légumes.

«Je suis pour l'indépendance calédonienne plus que pour l'indépendance kanak, malgré tout le respect que j'ai pour eux», lance celui qui a *«grandi avec des Mélanésiens»* et ne *«regarde jamais la couleur de peau des gens»*. Le midi, le patriarche déjeune avec sa fille à la même table que ses ouvriers. *«L'indépendance, il faudra qu'on y arrive un jour, et le mieux, c'est qu'on la négocie en douceur. On ne pourra jamais gérer certaines fonctions régaliennes et là, on n'a pas le choix pour reconstruire, il faut l'aide de la France au minimum encore dix ans.»* Dès le début des années 90, le *«bringueur»* avait institué des soirées dansantes dans son auberge. *«200 à 300 personnes de toutes ethnies, dans le respect mutuel»*, réunies sous une même étiquette. Celle inscrite sur une pancarte à l'entrée de son domaine: *«Une seule parole, une seule coutume.»* ◆

ÉDITOS/



A la sortie du premier Conseil des ministres du gouvernement Barnier, lundi. PHOTO ALBERT FACELLY

Un ministère très intérimaire

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

Sans illusion. Michel Barnier est heureusement sans illusion. Certes, s'il réussit, s'il saute tous les obstacles – ils sont tellement nombreux qu'il peut s'y perdre lui-même –, s'il réconcilie un peu les Français avec la politique, avec la République, peut-être même avec la cinquième du nom, avec le président Macron devenu si impopulaire, des bonnes âmes verront sûrement en Michel Barnier un présidentiable susceptible de barrer la route de l'Elysée à bien des impétrants moins qualifiés. Il pourrait peut-être même finir sa carrière comme président. D'autant que tous les candidats qui se *«voyaient déjà en haut de l'affiche»* ne sont pas au gouvernement. Ils ont été à juste titre écartés au profit d'inconnus: les stars de la politique restent dehors pour simplifier la vie déjà très compliquée de ce gouvernement et neutraliser toutes les postures des candidats qui se bousculent déjà… En tous les cas, si ça marche, ils n'y seront pour rien. Retour sur Terre. Ce gouvernement est le septième de la présidence Macron, mais il est surtout voué à une chute à court terme, susceptible de sauter à tout moment. Pour plusieurs raisons.

Où est le programme?

Introuvable! Cette alliance entre macronistes et droite républicaine n'a pas de feuille de route, pas de lignes rouges, pas de programme comme on disait autrefois, pas l'équivalent des 10 points sur lesquels les ministres s'engagent. On a l'impression que chaque ministre est venu avec ses bagages et ses vieux engagements. Attention aux pochettes-surprises explosives…

La mission du budget

La mission numéro 1 de ce gouvernement, c'est le budget. Ça ne sera pas une partie de plaisir à fabriquer, ni à arbitrer, ni même à vendre à l'Europe et aux fonds qui cotisent à notre dette, ni à faire voter à l'Assemblée. La mauvaise nouvelle, c'est que la rigueur est de retour. On va baisser les dépenses de l'Etat, tout en imaginant de nouveaux impôts pour les sociétés et pour les plus riches. Il faudra trouver au moins 30 milliards d'euros d'économies tout de suite. C'est la douloureuse de l'année, sachant que les impôts ont toujours été un sujet qui crée dans notre pays des humeurs exécrables. Après cette épreuve, on passera vite à autre chose, mais déjà le crédit du gouvernement sera sérieusement entamé… s'il a réussi à franchir cette étape. Car il subsiste un parfum entêtant de mensonge sur le déficit qui va pourrir pour longtemps l'ambiance. Comment Emmanuel Macron et Bruno Le Maire ont-ils pu laisser filer le déficit en disant à haute voix que tout allait très bien?

Le retour de la dissolution

Ensuite le calendrier: la dissolution va revenir très vite. Dans moins d'un an, on pourra de nouveau jouer la Ve République à la roulette russe avec cette disposition de la Constitution. Le président de la République actuel, s'il n'a pas été contraint à la démission, sera toujours là. Il sera peut-être tenté de provoquer de nouvelles législatives dans l'espoir de rectifier les dégâts de sa première dissolution, ou de profiter d'une conjoncture très favorable pour procéder à des rééquilibrages politiques.

Une mission de court terme

Les maires et les députés qui ne voulaient pas prendre le risque de perdre leur siège sans garantie de le retrouver ont refusé les propositions de Michel Barnier. D'autant que les prochaines élections municipales auront lieu en 2026. Des personnalités de la société civile ont aussi hésité à tout sacrifier. Jouer avec le titre de ministre et la voiture à cocarde n'en valait pas pour eux la chandelle.

Les épées de Damoclès

Le gouvernement va travailler sous plusieurs épées de Damoclès, un danger pouvant en cacher un autre. D'abord, il y aura le chantage du Rassemblement national, qui peut décider à tout moment de voter avec le Nouveau Front populaire pour faire chuter le gouvernement. Ensuite, les ministres de la droite ultra, genre Bruno Retailleau ou sa protégée Laurence Garnier, peuvent mettre le feu au gouvernement avec une déclaration ou une initiative intempestives, et, au final, entraîner sa chute… On suppose que Bruno Retailleau va déclencher sa croisade sur l'immigration ou Laurence Garnier trouver un moyen, au détour d'une interview, de mettre le feu contre la constitutionnalisation du droit à l'avortement… Le gouvernement Barnier est en réalité pris entre le marteau de la droite républicaine et l'enclume du RN. Les LR seuls n'ayant pas le poids pour l'imposer, la bande à Retailleau compte sur la pression qu'exerce le RN, avec ses campagnes, ses manifestations, ses initiatives parlementaires pour réduire les droits de l'homme et appliquer son programme sur l'immigration. C'est une chose sans doute nécessaire d'adapter de nouvelles législations concernant les flux migratoires en Europe, mais la convergence entre le ministre de l'Intérieur Retailleau et le RN fait craindre humainement le pire. Abandonner la question de l'immigration à Retailleau et au RN est une promesse dramatique.

Le reste d'un projet macronien

Le gouvernement Barnier, d'une certaine manière, est ce qu'il reste du projet d'union des macronistes avec le centre et la droite dite républicaine. Tous les ouvriers requis pour construire cet édifice, vieille ambition présidentielle abandonnée au fil du temps, ont échoué les uns après les autres. Affaibli, obligé de mettre un membre de la droite à la manœuvre, Macron risque de constater que son projet, revenu sur la table après l'échec de la dissolution, n'a pas vraiment de réalité sauf à croire que tout ce que produit le cerveau de Nicolas Sarkozy est parole d'évangile. Une autre architecture était possible: Macron comme Barnier auraient eu besoin d'une gauche pour empêcher la dérive ultradroitière qui est la caractéristique de ce gouvernement. Les coalitions en général servent à ça. On cherche des contrepoids. Là, il y a pénurie en la matière. Comme si on les avait oubliés. ◆

Pas de ministère du handicap: provocation ou mépris

Par **SABRINA CHAMPENOIS**
Chroniqueuse société

Dimanche soir, en regardant Michel Barnier au 20 heures de France 2, on a failli se réveiller. Au moment où Laurent Delahousse a demandé au nouveau Premier ministre si une cause lui tenait particulièrement à cœur. On s'est dit que l'impétrant des Alpes allait rattraper le coup, que ce serait déjà ça de gagné. Qu'il allait s'ériger, le regard grave et pénétré, en défenseur de l'inclusion, en particulier des personnes en situation de handicap. Et qu'il allait regretter, contrit, l'omission du handicap dans les intitulés ministériels de son gouvernement: le dossier fait juste partie du périmètre du député Horizons Paul Christophe, nommé ministre des Solidarités, de l'Autonomie et de l'Egalité entre les femmes et les hommes. Au lieu de quoi, Michel Barnier a évoqué la santé mentale, en soulignant la dimension personnelle, familiale, de sa sensibilité à cette cause, sa mère ayant été *«pendant trente-cinq ans présidente en Savoie»* de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques. Crise systémique de la psychiatrie, hausse des troubles, notamment chez les jeunes et les enfants, alors même que l'offre de soins est saturée: personne n'ira contester que la santé mentale est un enjeu urgent. Il demeure que l'omission du handicap est inadmissible, et qu'elle a des airs de provocation ou de mépris, voire des deux, à l'égard des personnes concernées. Logiquement, Les associations ont immédiatement réagi. Post plein d'amertume du Collectif handicaps, qui regroupe 54 associations, sur X: *«On nous parlait d'un héritage des Jeux. Il aura vite été enterré.»* Communiqué de presse outré de l'Association pour la prise en compte du handicap dans les politiques publiques et privées, pour qui *«la classe politique crache à la figure des 12 millions de personnes handicapées»*. Post révolté de Florian Deygas, ancien vice-président du Conseil national consultatif des personnes handicapées: *«Je n'aurais imaginé qu'un gouvernement irait jusqu'à supprimer entièrement un ministère dédié aux personnes en situation de handicap pour les invisibiliser dans le portefeuille de l'autonomie.»* Secrétaire d'Etat en charge des personnes handicapées de 2017 à 2022, Sophie Cluzel a directement interpellé le nouveau ministre sur X: *«Je compte sur Paul Christophe pour que l'absence d'un ministère dédié ne soit pas le signe d'un désintérêt à l'issue de Jeux paralympiques si réussis.»* Paul Christophe a répondu par la même voie aux uns et aux autres: *«Comme président du conseil d'administration de l'institut Vancauwenberghe de Zuydcoote* [dans le Nord, ndlr] *en charge d'enfants en situation de polyhandicap, puis comme député et président de la commission des affaires sociales, j'ai toujours eu à cœur de défendre les droits fondamentaux des personnes handicapées et une société plus inclusive. Ce n'est pas demain que cela va changer! Je m'y engage comme désormais ministre.»* L'élu du Nord, 53 ans, a aussi été à l'origine en 2023 d'une proposition de loi sur l'accompagnement de parents d'enfants malades et handicapés, et rapporteur du texte pour favoriser le repérage et l'accompagnement des troubles du neurodéveloppement, dont l'autisme. Mais la question n'est pas celle du casting. Elle est celle de l'effacement. Avec ce gouvernement Barnier, alors que le précédent comptait une ministre déléguée chargée des personnes handicapées, le handicap disparaît ostensiblement de l'affiche. Des priorités, en clair. Le mouvement est d'autant plus choquant que l'«inclusion» a été le mantra de ces derniers mois, à la faveur des Jeux paralympiques. Succès populaire, la grand-messe sportive a été porteuse de l'espoir que la société française était vraiment en train de franchir un cap, de progresser. On entrevoyait un tremplin idéal pour des actions de fond, en faveur la visibilité, de l'accessibilité, du financement. Un boulevard s'ouvrait à une action publique qui ferait fructifier cet héritage, au-delà de la «bulle» idyllique momentanée. Mais au lieu d'embrayer, Michel Barnier fait avec ce gouvernement le choix de freiner, d'aller à contresens. Bien amer et déplorable revers de la médaille.

NATIONS UNIES

«Nous avons un besoin urgent de courage politique»

De Gaza au Soudan, de l'Ukraine à Haïti, seules les institutions et la coopération internationales peuvent répondre aux crises, plaide le Haut-Commissaire aux droits humains de l'ONU, Volker Türk, qui dénonce le repli sur soi d'Etats s'affranchissant de leurs responsabilités.



Lors de la 43e session du Conseil des droits humains de l'ONU, à Genève, en Suisse, le 24

Recueilli par
SONIA DELESALLE-STOLPER
Envoyée spéciale à Genève (Suisse)

Il nous reçoit au Palais Wilson, sur la rive du lac Léman à Genève, siège du Haut-Commissariat aux droits humains et qui fut, jusqu'en 1937, le siège de la Société des nations, ancêtre des Nations unies. Arrivé à mi-mandat après deux ans en poste, le Haut-Commissaire Volker Türk s'alarme du *«repli sur soi»* des pays membres, réclame des outils plus efficaces pour que les actions de l'ONU ne soient plus freinées ou ignorées et lance un vibrant appel au courage et à la responsabilité des dirigeants internationaux face aux crises, notamment au Moyen-Orient.

Alors que la 79e Assemblée générale de l'ONU s'ouvre ce mardi à New York, son efficacité est régulièrement remise en question. Qu'en pensez-vous?

Nous sommes à la croisée des chemins. Nous pouvons poursuivre sur la même route –celle d'une «nouvelle normalité» toxique– et marcher en somnambules vers un avenir dystopique. Ou nous pouvons nous réveiller et changer les choses pour le meilleur, pour l'humanité et la planète. Cette «nouvelle normalité» ne peut être une escalade militaire vicieuse et incessante avec des méthodes technologiques «avancées» de guerre, de contrôle et de répression de plus en plus horribles. La «nouvelle normalité» ne peut continuer à être une indifférence prolongée à l'égard du creusement des inégalités à l'intérieur et entre les Etats.

INTERVIEW

AP

Cette année est un peu spéciale, puisque s'est tenu aussi le Sommet de l'avenir, qui a négocié un pacte définissant de nouveaux objectifs pour la paix et la prospérité. Après la pandémie de Covid, on a vu qu'il était extrêmement important d'avoir des institutions multilatérales et internationales qui soient beaucoup plus efficaces, qui soient moins dépendantes des contraintes des Etats membres. Parallèlement, il faut s'adapter à toutes les transformations nécessaires pour lutter contre le changement climatique.

Vous estimez que le Covid a montré les limites de l'ONU?

Oui, on aurait pu faire beaucoup plus. L'inégalité face aux vaccins, c'était une catastrophe. Les pays les plus pauvres ont été encore plus appauvris. Il faut que les institutions multilatérales deviennent beaucoup plus efficaces, qu'elles aient plus de pouvoir, qu'elles puissent exercer des contraintes à long terme qui sont nécessaires, surtout pour le changement climatique, parce qu'on ne peut pas avoir, comme on l'a vu avec les Etats-Unis, un changement d'administration et la sortie de l'accord de Paris! L'Afghanistan aussi a montré nos limites. Une intervention internationale de longue date et… on est revenus aux talibans, avec toutes les conséquences atroces sur la persécution systématique des femmes et des filles.

Après, on a vu l'invasion de l'Ukraine par la Russie, puis le 7 Octobre et la résurgence de toutes les questions non résolues au Moyen-Orient. Et on ne parle même plus du Soudan, de la Syrie, de la Birmanie, d'Haïti. On est revenus vers un nationalisme, vers une vue assez étroite des choses où les dirigeants nationaux semblent ne plus avoir une vision internationale au-delà de leurs intérêts nationaux. On s'est replié sur soi-même, on l'a vu récemment avec les élections en Europe, on a perdu le sens de la responsabilité globale.

Comment expliquez-vous ce repli sur soi?

Les institutions, comme le Conseil de sécurité, sont devenues presque dysfonctionnelles dans les grandes crises. Quand vous voyez la situation entre Israël et Gaza, on a des jugements préliminaires, des mesures provisoires de la part de la Cour internationale de justice (CIJ) à plusieurs reprises, des enquêtes devant la Cour pénale internationale, il y a même le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale qui se sont prononcés, mais rien ne change, il n'y a pas de cessez-le-feu, la population souffre énormément, il y a chaque jour des violations des droits humains, des abus qui sont commis des deux côtés. Et il y a ce danger énorme d'une conflagration régionale qu'il faut éviter absolument.

Tout cela démontre un monde impuissant. Et les rhétoriques guerrières de tous côtés, l'escalade militaire irréfléchie des derniers jours ne mèneront qu'à un nouveau désastre, où les civils seront, une fois de plus, les premières victimes. Nous avons un besoin urgent de courage politique et de leadership, pour conclure une paix durable pour tous!

A quoi est due cette impuissance?

A un manque de leadership politique. Quelquefois, on nous dit que



février 2020. PHOTO FELIX ZAHN. PHOTOTHEK VIA GETTY IMAGES

les Nations unies sont en crise et je réponds que non, les Nations unies en soi ne sont pas en crise, ce n'est pas la Charte des Nations unies ou la Déclaration universelle des droits de l'homme qui sont en crise. C'est le leadership politique qui pèche. Après la Seconde Guerre mondiale, on est sorti de l'Holocauste, de crimes contre l'humanité, et on a rebâti quelque chose qui voulait faire face à ces défis. Si je regarde les dirigeants actuellement au pouvoir, il manque de ce leadership, de cette capacité à dire: «Oui, il y a les intérêts nationaux, mais au-delà de ça, il y a aussi des intérêts globaux qu'il faut prendre en considération.» Si le leadership politique ne prête plus assez d'attention à ce qui a été établi justement pour faire face à ces défis, je pense qu'il faut sonner l'alarme.

A quoi est lié ce manque de leadership? A sa qualité médiocre?

Oui, c'est certainement lié à la qualité du leadership. Et bien sûr à la tendance grandissante vers l'autocratie. Un manque de capacité à faire face aux populations ou à leurs besoins, à leurs aspirations, à les écouter vraiment, à les connaître. C'est certainement amplifié par les médias sociaux où on voit se déverser désinformation et incitations à la haine. On a un vrai problème pour retrouver la voix de la raison.

C'est l'histoire de l'humanité, ça, non?

Oui, mais aujourd'hui, on a la capacité de s'autodétruire. Le changement climatique et l'armement nucléaire nous ont mis face à notre propre capacité de destruction. Je n'ai pas l'impression que la conscience politique, à tous les niveaux, pas seulement à celui du leadership, soit à la hauteur de cette responsabilité. Dans beaucoup de pays, comme au Soudan par exemple, les deux hommes qui se font la guerre ne sont pas des leaders de la paix. On voit ça en Israël, à Gaza, en Birmanie, même si dans ce dernier pays on constate des changements, il y a une cohésion sociale qui se crée entre les Rohingyas et d'autres ethnies, ce qui n'était pas le cas auparavant. Dans toutes ces crises, il y a tout de même des lueurs d'espoir. Et c'est là que nous, les Nations unies, qui sommes opérationnelles, devons jouer notre rôle.

Si on regarde les accords de paix qui ont eu un succès relatif, au Cambodge, au Guatemala, en Colombie, en Irlande du Nord, *[on voit que]* sans la nécessité de rendre compte des actes commis, des violations graves des droits humains, on va dans le mur. C'est crucial. On a vu ça au Soudan, où l'impunité face aux actes commis est l'un des facteurs de crise. Le problème, c'est l'impunité, à Gaza, en Cisjordanie… qui existe de longue date et qu'on n'a jamais confrontée. L'autre piste, c'est la justice transitionnelle, parce que c'est une question de guérison, de réconciliation. Je ne pense pas qu'un processus de paix soit possible sans ces deux pistes: la nécessité de rendre des comptes et l'application d'une justice transitionnelle, pour mettre à jour la vérité, guérir et se réconcilier.

Vous parliez d'impunité, qu'en est-il de Vladimir Poutine ou de Benyamin Nétanyahou, qui agissent comme si aucune sanction ne pouvait les toucher?

Il faut penser au long terme. En Europe, ça a parfois pris du temps, mais des responsables du génocide, de crimes contre l'humanité pendant le régime nazi ont été rattrapés par la justice. Parfois, ça a pris dix ans, vingt ans, mais c'est arrivé. On ne peut jamais être sûr que la justice ne sera pas un jour rendue. J'ai quand même l'impression que les enquêtes de la Cour pénale internationale ont aussi un effet préventif. Je pense que c'est un frein, même si ça ne se voit pas tout de suite. Les Etats y sont très sensibles, vous ne pouvez pas vous imaginer le défilé de gens qui passent presque chaque jour dans ce bureau parce qu'ils ne veulent pas être mentionnés dans un rapport…

Parlons du conflit israélo-palestinien et des réactions violentes qu'il entraîne dans le monde…

Les émotions sont effectivement extrêmement à vif. Ce qui s'est passé le 7 Octobre a été un traumatisme très profond pour les Israéliens. Ça ne fait aucun doute. Avec la crise des otages, avec les atrocités, le traumatisme a été jusqu'à toucher la notion même de l'existence d'Israël. Il y a même eu des survivants de l'Holocauste pris en otages, c'est juste inimaginable! Comment est-ce qu'un gouvernement réagit à ça? Il est clair qu'il faut protéger sa population. Mais on doit le faire dans le cadre du droit international humanitaire et des droits humains.

Or, la réaction a été telle qu'elle a mené à un carnage tout aussi inimaginable. La déshumanisation est un phénomène que je ne comprends pas! J'ai parlé avec des Palestiniens, avec des Israéliens, avec des familles des otages, avec des ONG de droits humains, tous étaient très inquiets de savoir comment la société israélienne va émerger de tout cela. On ne voit plus la douleur et la souffrance de l'autre. C'est un peu l'histoire de ce conflit. Et il y a le grand problème de l'occupation illégale, des colonisations, un sujet de longue date. Pour son propre avenir, Israël doit faire face à cette réalité.

Vous avez pu aller à Gaza?

Non, parce que je n'ai pas obtenu l'autorisation. Mais on a des équipes sur place qui continuent à travailler dans des circonstances extrêmement difficiles comme vous pouvez imaginer, à Gaza et aussi en Cisjordanie. Mais c'est très difficile.

Et en Israël?

Non, j'ai demandé mais ils m'ont refusé l'accès. C'est aussi un peu la leçon de tout cela. Dans la diplomatie, dans la poursuite de la paix, il faut avoir des canaux de communication ouverts avec tout le monde. J'ai été critiqué parce que j'ai rencontré l'ancien ministre iranien des Affaires étrangères *[Hossein Amir-Abdollahian, ndlr]*. Mais je devais le rencontrer, pour lui dire des choses. Et je les lui ai dites. Pour essayer de le pousser à faire pression sur le Hamas. Mais j'ai été critiqué. Pourtant, mon rôle est de parler avec tout le monde, de garder un contact, de soulever des cas individuels, de suggérer des stratégies. Bien sûr, souvent, ce ne sont pas des conversations très agréables. On est souvent d'accord pour être en désaccord, ou on négocie. Dans n'importe quel conflit, dans n'importe quelle situation, il faut toujours avoir des canaux de communication, même discrets.

Avec la Russie? Vous avez des contacts?

Oui, bien sûr, on a des contacts. C'est quelquefois un dialogue de sourds, mais ils communiquent… Ces contacts peuvent mener à la libération de journalistes, de défenseurs des droits humains. En général, dès qu'on a le regard des Nations unies posé quelque part, même si ce n'est pas public, ça aide. Les Nations unies restent un outil d'action efficace pour la paix et la sécurité. Si on n'avait pas ça, ce serait le chaos total. Ce serait l'anarchie internationale. On a quand même quelque chose sur lequel on peut s'appuyer, qui donne un point de référence. Même s'il y a quelques Etats membres qui font de la propagande contre nous, vous avez vu les attaques de la Russie, mais aussi celles d'Israël…

Cela vous a étonné de la part d'Israël?

Ça m'a beaucoup étonné. On a toujours été critiqués, et c'est normal d'être critiqués, mais il y a critique et critique, et les attaques contre l'UNRWA *[l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens]* sont inacceptables. Les attaques contre certaines institutions onusiennes n'étaient pas acceptables. Si on veut trouver une solution, il faut parler, pas se lancer dans des attaques immédiatement.

En mars, le rapport de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, concluait à des *«motifs raisonnables»* indiquant que le *«seuil»* d'actes de génocide commis par Israël avait été franchi.

C'est une question qui est déposée devant la Cour internationale de justice et, on l'a vu dans d'autres cas, ça prend toujours beaucoup de temps pour rassembler les preuves. Je ne vais donc pas me prononcer sur une question juridique qui est devant la CIJ. Il faut se concentrer sur ce qu'il se passe. Et ce qu'on voit, ce sont des violations du droit international humanitaire et des droits humains. Il y a des crimes de guerre. Des possibles crimes d'atrocité.

Est-ce que vous arrivez à garder espoir?

Ça m'a toujours frappé que l'écrivain Stephen Zweig se soit suicidé en 1942, après avoir écrit *le Monde d'hier*, un livre qu'il faut d'ailleurs relire aujourd'hui. S'il avait attendu seulement deux ans de plus, il aurait vu naître un monde totalement différent de celui dans lequel il vivait quand il s'est donné la mort. Nous qui avons une responsabilité internationale, il est de notre devoir de rester déterminés à poursuivre cette tâche coûte que coûte et on verra, je le crois – ce sont les leçons de l'histoire – la lumière finalement émerger… Même s'il fait très sombre en ce moment. ◄

Par
ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER
Photo **ALBERT FACELLY**



Antoine Armand, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, pour le premier Conseil des ministres du gouvernement

Justice fiscale
Beaucoup de pistes pour un sujet impôt sensible

Alors que le projet de loi de finances pour 2025 doit être finalisé, le Premier ministre, Michel Barnier, a annoncé que les plus riches et des grandes entreprises seraient mis à contribution. Reste à savoir comment.

Les intentions fiscales de Michel Barnier commencent à s'éclaircir. Après les tensions de la semaine dernière dans la nouvelle coalition gouvernementale entre l'ancienne majorité présidentielle et la Droite républicaine, le Premier ministre a expliqué sur France 2 dimanche ce qu'il entendait par cette *«justice fiscale»* mentionnée dès sa nomination. Il ne veut *«pas alourdir encore l'impôt sur l'ensemble des Français […], ni sur les gens les plus modestes, ni sur les gens qui travaillent, ni sur les classes moyennes»* mais envisage que *«les personnes les plus fortunées»* et *«certaines grandes entreprises»* participent *«à l'effort national»* avec des *«prélèvements ciblés»*.
Des propos accueillis avec circonspection dans les rangs macronistes, où certains sont prêts à des compromis dans le projet de loi de finances pour l'an prochain, quand d'autres ne supportent pas le moindre accroc dans leur sacro-sainte politique de l'offre. Bruno Le Maire a ainsi glissé dans son discours de passation de pouvoirs dimanche à Bercy que les augmentations d'impôts représentaient une *«solution de facilité»*. Mathieu Lefèvre, député Ensemble tenant de l'aile droite de la macronie, dont le nom avait été cité pour le Budget, annonce la couleur: *«Je m'opposerai à tout ce qui touche les Français qui travaillent et leurs entreprises et à toute remise en cause de ce qui a fonctionné ces sept dernières années.»* Dans les rangs du patronat, en revanche, le discours évolue: Patrick Martin, le président du Medef, a déclaré au *Parisien* être prêt à consentir une augmentation des prélèvements sur les entreprises à condition que l'Etat fournisse *«des efforts bien supérieurs»* et que cela *«n'enraye pas la dynamique d'investissement et de création d'emplois»*. Pour l'heure, le sujet n'a pas été abordé lundi, lors du premier Conseil des ministres, et le grand lancer de ballons d'essai de l'automne est ouvert.

Fiscalité des entreprises: les pistes du précédent gouvernement

Bruno Le Maire a déclaré en quittant Bercy que son successeur, Antoine Armand, ne trouverait *«aucune augmentation d'impôt»* dans ses tiroirs. Ce n'est pas tout à fait exact. Bercy a planché sur la taxation des rentes. Une nouvelle version de la Crim, la contribution sur la rente inframarginale des producteurs d'électricité, est sur la table. Pour éviter l'écueil de la version précédente, à savoir un rendement de 330 millions d'euros en 2023, près de 40 fois inférieur à celui escompté, il s'agirait cette fois de taxer la puissance installée pour un rendement

de 2 à 3 milliards d'euros. Le premier contributeur serait EDF, une entreprise publique. *«Une opération poche droite, poche gauche pour l'Etat»*, grincent ses détracteurs. Matignon a fait part de son scepticisme à ses interlocuteurs.

Une autre taxe revient dans les discussions, celle sur les rachats d'actions des grandes entreprises, pratique qui consiste à racheter ses propres actions au lieu d'investir ou d'augmenter les salaires. Elle a été promise par le chef de l'Etat à la télévision en mars… 2023. Et n'a jamais vu le jour. Seul un mécanisme visant quelques entreprises pour qu'elles partagent mieux la valeur avait passé les fourches du 49-3 au dernier PLF. *«Un sabre de bois»*, avait sifflé le député Charles de Courson. Pas de quoi classer le sujet. En instaurant une taxe de 1% sur les rachats des grandes entreprises cotées, le rendement serait de 200 à 300 millions d'euros. C'est ce qu'avaient calculé dans des propositions remises en mai à Gabriel Attal, et que *Libération* a pu consulter, les députés de l'ancienne majorité Jean-René Cazeneuve, Nadia Ha, Jean-Paul Mattei, et François Jolivet.

Plusieurs niches fiscales continuent d'être regardées de près: une révision du crédit impôt recherche, par exemple, ou du pacte Dutreil sur les successions, étudiées dans la revue de dépenses sur les aides aux entreprises. Celle sur les armateurs et leur taxe forfaitaire au tonnage aussi. Avec les colossaux superprofits engrangés par le fret maritime, le manque à gagner pour l'Etat a été de 5,6 milliards d'euros en 2023. Les parlementaires recommandaient d'y aller doucement en revalorisant les seuils en fonction de l'inflation. Jean-Paul Mattei (Modem) explique aujourd'hui qu'*«il faut manier avec prudence cet avantage fiscal, mais il faut y réfléchir»*. Rodolphe Saadé, le patron de CMA-CGM, première entreprise française du secteur, n'a pas attendu l'arbitrage pour dire lundi devant la presse à quel point serait dommageable une suppression de ce régime fiscal, tout en précisant qu'il accepterait *«une contribution exceptionnelle de solidarité des grosses entreprises»*.

Une contribution exceptionnelle des grandes entreprises?

Les contributions exceptionnelles sont un classique. *«Il y en a eu déjà avec des modalités diverses, sous les gouvernements Juppé, Jospin, Raffarin, Fillon, Ayrault»*, rappelle le chercheur Arthur Guillouzouic, à l'Institut des politiques publiques. Cette fois, une surtaxe temporaire d'impôt sur les sociétés pour les très grandes entreprises est évoquée. A partir de quel seuil? A quel taux? Pour combien de temps? Matignon n'a pas donné de détails aux interlocuteurs. Selon l'Insee, en 2021, 300 grandes entreprises ont été redevables de 23,5 milliards d'euros d'impôts sur les sociétés. Le taux était alors à 26% (il a été abaissé de 33% à 25% depuis 2017). Cela rapporterait, en ignorant les changements de comportement, 900 millions par point d'impôt sur les sociétés. *«C'est déraisonnable d'envoyer ce signal, cet instrument est aveugle et économiquement idiot»*, tonne Mathieu Lefèvre. Jean-Paul Mattei se dit lui *«très réservé»*.

La fiscalité des «plus riches»: des hypothèses à foison

Cette fois, la *flat tax* instaurée par Macron en 2018, qui limite à 30% l'imposition des revenus du capital, pourrait être relevée. A 33%, voire 35%? Cela rapporterait entre 200 et 400 millions d'euros, selon différentes estimations par point de pourcentage. *«Il n'y aurait presque pas de réactions d'évitement possibles pour les revenus de 2024, puisque la plupart des décisions de versement de dividendes ont déjà été prises, de même qu'une grande partie des sorties d'assurance-vie, plus-values…»*, constate Arthur Guillouzouic, qui rappelle que *«les actionnaires majoritaires souvent gérants d'entreprises peuvent arrêter de distribuer de dividendes»*. Selon *les Echos*, une hausse de l'impôt sur le revenu serait à l'étude pour les plus hauts revenus, en désindexant de l'inflation les tranches de 45%, 41%, voire 30%. Le retour de l'ISF, supprimé par Macron, ne semble en revanche pas au programme. Ce qui n'empêche pas Jean-Paul Mattei de réfléchir à un ISF sur le patrimoine non productif: *«Je ne vois pas pourquoi les œuvres d'art sont mieux traitées fiscalement qu'un bien immobilier qui permet de se loger.»* Vivement le débat parlementaire.

DES EXONÉRATIONS DE COTISATIONS EN ÉVOLUTION

Michel Barnier veut *«revaloriser le travail»*. Une piste se trouve dans le maquis des exonérations de cotisations salariales dont bénéficient les employeurs, qui se sont empilés ces dernières décennies. Si elles s'appliquent jusqu'à 3,5 smic, les principales se concentrent entre un smic et 1,6 smic, avec des effets de seuil qui n'incitent pas les patrons à augmenter les salaires. Comment y remédier? Gabriel Attal a laissé à Matignon une idée pour la loi de financement de la Sécurité sociale, qui sera examinée cet automne. Inspirée par un rapport des économistes Antoine Bozio et Etienne Wasmer, celle-ci consiste à mettre fin aux exonérations à partir de trois smic, au lieu de 3,5 smic, selon AEF Info. Les économies réalisées sur les hauts salaires lisseraient la courbe en dessous de deux smic. Le tout à coût constant, plus de 70 milliards d'euros par an tout de même. La question est de savoir ce qu'en retiendra Barnier. Surtout que d'autres options permettraient d'engranger des recettes supplémentaires.

FRANTZ DURUPT

Pour leur rentrée, Michel Barnier pousse ses ministres à l'«humilité»



Barnier, lundi à l'Elysée.

Réunis lundi pour un premier Conseil des ministres, Emmanuel Macron et le Premier ministre appellent leurs troupes à la «modestie», conscients de la fragilité d'une équipe penchant à droite toute.

A sa droite, le seul ministre issu de la gauche: Didier Migaud (Justice). A sa gauche, sans doute le plus droitier: Bruno Retailleau (Intérieur). Curieux attelage que ce tandem régalien entourant Emmanuel Macron, lundi après-midi, pour le premier Conseil des ministres du gouvernement Barnier… Un double symbole, d'une droitisation inédite du macronisme, et de l'échec d'un pack gouvernemental *«équilibré, représentatif, pluriel»*, éphémère promesse de Michel Barnier. *«Au travail!»* communiquent désormais les nouveaux ministres, après un échange express dans le jardin d'hiver de l'Elysée, pour ce premier rendez-vous avec le Président. *«Je serai là, garant de l'indépendance et de la stabilité comme du bon fonctionnement des pouvoirs publics, afin de vous aider à réussir dans cette mission»*, leur assure ce dernier, comme pour mieux mettre en scène sa prise de hauteur, désormais coltiné à une cohabitation avec un Premier ministre LR.

«Esbroufe». A cette équipe péniblement assemblée, onze semaines après les législatives anticipées, les deux têtes de l'exécutif réclament de l'*«humilité»*, signe que l'ambiance n'est pas aux honneurs. *«Beaucoup de nos compatriotes ont exprimé des voix divergentes»*, constate le chef de l'Etat, qui a refusé de nommer un Premier ministre de gauche, malgré la (courte) victoire du Nouveau Front populaire. *Il faut les entendre et les respecter.»*

A Matignon, où ils étaient conviés plus tôt dans la journée pour un café croissant de rentrée, les membres du gouvernement entendent les mêmes consignes. Soyez *«irréprochables et modestes»*, leur intime Barnier: *«Pas d'esbroufe s'il vous plaît!»* Même instruction de pudeur adressée aux perdants du scrutin de juin, à base de *«respect pour tous nos concitoyens»* et *«pour tous les partis politiques»*. Devant ses troupes, le Savoyard plaide aussi pour un *«gouvernement [qui] sera républicain, progressiste et européen»*. La gauche, et une partie des macronistes, devraient s'étouffer une seconde fois, eux qui ont déjà été ébouillantés par la liste des ministres LR ultra-conservateurs, connus pour leur opposition au mariage pour les couples de même sexe, la PMA ou l'inscription de l'IVG dans la Constitution. Symbole de gouvernement à la sauce *«[François] Fillon 2017»*, dixit un député LR, Bruno Retailleau a donné le ton de son bail à l'Intérieur, lors de sa passation de pouvoir avec Gérald Darmanin. Dans la cour d'honneur de l'hôtel de Beauvau, le patron de la droite sénatoriale déboule avec son ministre et son secrétaire d'Etat de tutelle, Nicolas Daragon (Sécurité du quotidien) et Othman Nasrou (Citoyenneté et Lutte contre les discriminations). Sur l'estrade installée dehors, Darmanin lui confie le *«ministère le plus social qui soit, celui de la protection de chacune et chacun»*. Quatre ans après son arrivée, le député de Tourcoing part avec le sentiment du devoir accompli, l'ambition en bandoulière, et une phrase en forme de contrition: *«Je m'appelle Gérald Moussa Jean Darmanin. […] Si je m'étais appelé Moussa Darmanin, je n'aurais pas été élu maire et député. […] Il faut regarder les choses en face.»*

A son tour, Retailleau évoque ses racines vendéennes, cite son lointain prédécesseur Georges Clemenceau, et dégaine ses *«trois priorités»*: *«Rétablir l'ordre, rétablir l'ordre, rétablir l'ordre.» «Face aux violences des uns, aux outrances des autres, vous n'avez jamais faibli»*, adresse-t-il à son prédécesseur, évoquant *«l'honneur des forces de l'ordre»*: *«Cette ligne sera la mienne, je ne dévierai pas.» «Martial…»* lâche un fonctionnaire du ministère. Auprès du *Figaro*, Retailleau a promis des *«propositions précises»* dans les prochaines semaines sur l'immigration, et a déjà livré un slogan qui ne ferait pas rougir Marine Le Pen: *«Un policier n'est pas une assistance sociale, un délinquant n'est pas une victime, un pays n'est pas un hall de gare.»*

Sobre. Ses collègues plus modérés sont entrés dans la danse un décibel en dessous. Place Vendôme, Didier Migaud la joue sobre, souhaitant *«renforcer la confiance des citoyens dans l'institution judiciaire»*. L'ex-député socialiste, patron démissionnaire de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, insiste sur la nécessité d'un *«effort collectif sur les comptes publics»*, malgré la mise en garde de son prédécesseur, Eric Dupond-Moretti, de *«respecte[r]»* la loi de programmation de justice, sous peine de *«trahison»*. Rue de Grenelle, la députée macroniste Anne Genetet, remplaçante d'une Nicole Belloubet amère de partir sept petits mois après son arrivée, assure que le *«navire»* de l'Education nationale *«ne changera pas de cap»*. Caution *«de gauche»* du gouvernement, la macroniste Agnès Pannier-Runacher, chargée de la Transition écologique, promet, elle, une *«écologie populaire»* et met en avant les *«bénéfices concrets de l'écologie pour chacun»*. Tous attendent maintenant le discours de politique générale du Premier ministre, calé début octobre à l'Assemblée. Un séminaire gouvernemental, prévu vendredi après-midi, leur donnera un avant-goût de la feuille de route.

VICTOR BOITEAU

Le train de vie pas si «modeste» de Rachida Dati

ENQUÊTE

Alors qu'elle vient d'être reconduite dans un gouvernement sommé par Michel Barnier d'être «irréprochable», «Libé» révèle que la ministre de la Culture a bénéficié durant plusieurs années de moyens financiers conséquents ainsi que d'un fastueux appartement dans le VIe arrondissement de Paris, le tout aux frais de son ex-compagnon, l'ancien PDG de Veolia et EDF Henri Proglio.



Par
LAURENT LÉGER

Depuis le 1er août, un splendide appartement *«familial et de réception»* est en location au cœur de Paris. Du grand standing situé dans un ancien *«hôtel particulier du XVIIIe siècle»*, précisent les diverses annonces visibles sur les sites d'immobilier de prestige: 225 m² rue Cassette, dans le VIe arrondissement, à deux pas du jardin du Luxembourg, un vaste séjour de près de 50 m², une *«suite parentale»*, quatre autres chambres, un bureau, une petite terrasse, plus de 4 mètres de hauteur sous plafond… Installée confortablement au coin des deux façades de l'immeuble, à l'angle de la rue Cassette et de la rue Honoré-Chevalier, une statuette de la Vierge à l'enfant semble bénir les passants.

Ce six pièces est aujourd'hui proposé à 12500 euros mensuels par le propriétaire, un homme d'affaires jordanien installé à Dubaï, qui y conduit d'indispensables travaux de réfection. La ministre de la Culture – reconduite dans le gouvernement Barnier – y a vécu jusqu'à la fin du mois de juillet, date à laquelle le bail a été résilié. Mais, selon nos informations, sans jamais payer un centime de loyer. De quoi interroger, alors que le nouveau chef du gouvernement a demandé à ses ministres, réunis à Matignon lundi matin, d'être *«irréprochables et modestes»*…

LA COUPE EST PLEINE?

C'est en juin 2019 que Rachida Dati emménage rue Cassette avec Henri Proglio, l'ancien PDG de Veolia et d'EDF, un homme d'affaires toujours influent dans les sphères politiques et économiques, disposant de réseaux puissants et d'un copieux carnet d'adresses. A cette date, la maire du VIIe arrondissement de Paris se prépare, après deux mandats, à quitter le Parlement européen. Les premières informations sur le contrat qu'elle avait passé il y a près d'une décennie avec le groupe automobile Renault-Nissan ont déjà filtré dans la presse du monde entier; d'autres suivront, relatives aux conventions d'avocat cher payées, passées avec de petites sociétés ou un groupe du CAC 40. Dati va devoir faire face à sa mise en examen, en juillet 2021, et à la menace d'un procès pour *«corruption passive»* et *«recel d'abus de pouvoir»*. Mais Proglio, le titulaire du bail, règle alors rubis sur l'ongle quelque 10000 euros de loyer mensuel.

L'ancien grand patron claque en tout cas la porte du logement familial le jour de l'entrée de Dati dans le gouvernement Attal, en janvier. Il n'apprécie pas le coup politique du président de la République, lui que François Hollande, chef de l'Etat, et un certain Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie, ont refusé de renouveler à la présidence d'EDF en 2014. Débauchée dans les rangs de LR, ultra identifiée des Français contrairement à nombre d'autres ministres, Dati, principale opposante à la maire de Paris, Anne Hidalgo, est perçue comme une *«prise de guerre»*. Quelques jours avant sa nomination, elle ne cachait pourtant pas son aversion à Macron. *«Elle disait changer de chaîne quand elle le voyait apparaître à la télé»*, se souvient l'un de ses interlocuteurs.

La coupe est pleine pour Henri Proglio? Toujours influent et actif en France comme en Afrique ou en Russie, où il figure par exemple au board du holding de tête de la Banque Rossia (ABR Management, considérée comme particulièrement proche de Vladimir Poutine), sous sanctions internationales depuis 2014, l'ancien PDG a donc pris ses cliques et ses claques et résilié le bail afin de rendre l'appartement fin juillet. Dati et sa fille ont occupé la rue Cassette jusqu'à la fin, soit pendant plus de six mois, mais aux frais de Proglio: un beau cadeau d'une valeur de quelques dizaines de milliers d'euros. Curieusement, ce type d'avantage en nature n'a pas à figurer sur la déclaration de patrimoine ou d'intérêts remise par tout membre du gouvernement à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), nous indique l'institution.

VÉRITABLE FORTUNE

Si la *«ministre SDF»* – ainsi plaisantait-elle alors de sa situation cet été devant certains interlocuteurs - ne disposait pas d'un logement de fonction rue de Valois, elle n'est pourtant pas à plaindre. A lire sa dernière déclaration à la HATVP, établie le 17 juin 2024, Dati est propriétaire d'un appartement dans les Hauts-de-Seine, d'une maison en indivision en Saône-et-Loire, ainsi que d'une maison et d'un appartement au Maroc. Elle déclare par ailleurs comme résidence principale un duplex situé boulevard de La Tour-Maubourg, à côté du Champ-de-Mars, dans l'un des quartiers de Paris les plus cotés, dont elle n'est pas propriétaire. Son patrimoine financier est également plus que conséquent: elle a amassé ces dernières années une véritable fortune, plus de 5,2 millions d'euros en titres, assurances-vie, comptes courants et épargne. Découvrant lors de la publication dans la presse, en juillet, des patrimoines des ministres du gouvernement Attal, l'importance de celui de son ex, Proglio en serait resté coi, à entendre certains proches à qui ce dernier s'est confié.

La rupture a résonné dans Paris, jusqu'aux oreilles, par exemple, de personnalités des affaires ou de cet influent sénateur à qui Rachida Dati s'est plainte, au cours d'un déjeuner, d'avoir été fichue dehors, oubliant de signaler, à lui comme à d'autres, que Proglio avait continué de prendre en charge le paiement du loyer jusqu'à l'état des lieux de fin de bail. L'homme d'affaires s'est vu obligé de remettre l'appartement d'aplomb: des dressings et des placards, fixés aux murs mais qu'il a fallu ôter avant le déménagement de Dati, ont laissé de vilains trous rebouchés à la va-vite. Coût de la facture: plus de 25000 euros. *«Mais les lieux avaient besoin d'un rafraîchissement»*, tempère l'une des nombreuses agences chargées de relouer le bien. Quant à l'appartement acquis début 2023, un beau 200 m² boulevard Suchet, dans le XVIe arrondissement de la capitale, que l'ancien PDG avait, selon nos informations, prévu de laisser à la ministre au jour de son décès, il devrait être revendu. Sur ce sujet comme sur le reste, il n'a pas souhaité commenter pour *Libération*.



Rachida Dati, à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) le 18 janvier. PHOTO ALEXANDRA BONNEFOY. REA

Proglio et Dati, c'est une vieille histoire, comme en atteste une photo mémorable, prise au soir de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, en 2007, au cours de la fameuse soirée du Fouquet's réunissant les proches du nouveau chef de l'Etat. Le cliché les dévoile aux premières loges de la victoire : la fidèle de Sarko a introduit ce chiraquien de longue date dans le clan du nouveau président. C'est Dominique Strauss-Kahn qui les avait présentés au mitan des années 90 et depuis, jusqu'à ces derniers mois, Proglio a très régulièrement été aux côtés de Dati. Financièrement en tout cas.

Après s'être séparé en 2010, le duo s'était reformé après le divorce de Proglio d'avec sa troisième femme en 2017. La presse et des livres se sont régulièrement fait l'écho des hauts et des bas de leur proximité.

Du temps de sa présidence de Veolia ou d'EDF, Henri Proglio ne s'est pas privé de jouer à Pôle Emploi et a embauché plusieurs membres de la fratrie Dati.

C'est par exemple le cas de la récente enquête d'Elisabeth Chavelet, *Rachida Dati, le pouvoir à tout prix* (l'Archipel), qui raconte que le grand rêve de Dati a toujours été d'épouser Proglio. Selon la journaliste, *«tous ceux qui aiment Henri Proglio»* surnomment Dati *«l'intrigante»*. Pour tous ceux-là, selon Chavelet, Proglio *«s'attache aux gens»*, tandis que Dati *«s'en sert»*. Pour obtenir avantages et faveurs ?

PLUS DE CHÉQUIER

D'incalculables moyens financiers ont été prodigués à l'élue par Henri Proglio pendant de nombreuses années, avant de se voir stopper début 2024. Par exemple, une carte bancaire lui a longtemps été remise par ce dernier pour ses achats courants, mais il y a eu d'autres manières de la financer. En 2006 par exemple, il propose à cette dernière de quitter son logement parisien de la rue du Faubourg-Poissonnière pour rejoindre un appartement dans un quartier bourgeois de la capitale, rue Théodore-de-Banville, dans le XVIIe arrondissement. Régulièrement, il vire 10 000 ou 15 000 euros sur son compte.

Rachida Dati a intégré le gouvernement de Nicolas Sarkozy, s'affiche en robe de luxe à la une de magazines people, mais c'est toujours Henri Proglio qui gère son intendance, avec l'aide des petites mains de Veolia qui s'occupent au jour le jour des problèmes logistiques. Il lui faut de nouveaux rideaux dans l'appartement ? En deux temps trois mouvements, le logement du XVIIe est redécoré pour 5 200 euros, et l'alors PDG règle la note. Une fuite d'eau ? Branle-bas de combat chez Veolia, qui envoie un plombier dare-dare. Madame la ministre n'a plus de chéquier pour pouvoir payer une facture d'électricité en souffrance ? Cette dernière est adressée à Proglio, sur courrier à en-tête de la chancellerie – il s'agit de l'électricité de son ancien logement, toujours à son nom. Il y en a pour 21,05 euros seulement, mais c'est lui qui paie.

Quelques jours après, ce dernier ressort son chéquier et prête à la ministre de la Justice 50 000 euros, tirés de son compte BNP Paribas d'Antibes. Un mois plus tard, le 4 octobre 2007, Rachida Dati rédige une *«reconnaissance de dettes»* – un document consulté par *Libération* – correspondant à ce prêt *«sans intérêt»* consenti pour *«une durée maximum de huit ans»*. *«Je m'engage à rembourser Monsieur Henri Proglio du montant de la dette au plus tard le 5 septembre 2012»*, signe-t-elle. Selon nos informations, cette reconnaissance n'aurait pas été honorée par l'intéressée. Entre le prêt et la signature de la reconnaissance de dette, un nouveau virement de 15 000 euros a été effectué sur le compte bancaire de la garde des Sceaux.

Suite page 14

Suite de la page 13 Et cette dette ne figure pas dans la déclaration des intérêts financiers qu'elle a remplie le 5 mars 2012 en tant que députée européenne, élue en 2009 : la rubrique *«autre intérêt financier»* susceptible d'*«influencer»* l'exercice de ses fonctions a été laissée en blanc. Membre suppléante de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie de 2009 à 2014, Dati intervient alors régulièrement dans l'enceinte parlementaire sur des questions relatives à l'énergie : elle pose des questions écrites, dans l'objectif constant de protéger les investissements gaziers par rapport au développement des énergies durables, dépose des amendements dans ce sens, ne ménage pas sa peine, au-delà même du Parlement européen, pour vanter publiquement les mérites de l'Azerbaïdjian, une dictature dont les gisements de gaz ont fait l'immense richesse. La députée européenne n'aurait-elle pas dû déclarer à l'institution sa dette envers celui qui est alors le PDG du groupe électricien EDF ? Dati se contente de signaler son activité d'avocate ainsi que les fonctions occupées précédemment à son élection : conseillère du ministre de l'Intérieur, ministre de la Justice et porte-parole de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy.

«BELLES CHOSES»

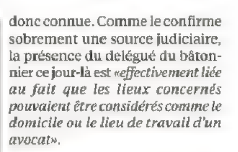
Du temps de sa présidence de Veolia ou d'EDF, Henri Proglio ne s'est pas privé de jouer à Pôle Emploi et a embauché plusieurs membres de la fratrie Dati, offrant également des stages à nombre de ses neveux et nièces. Rien qu'au sein de ce qui était alors le leader mondial de l'eau et des déchets, *Libération* a recensé au cours de son enquête quatre sœurs (la fratrie compte sept filles et quatre garçons) de Rachida Dati ayant bénéficié d'un emploi dans l'une ou l'autre de ses filiales, ainsi que deux de ses frères – l'un y a été embauché dès 1996. Une autre sœur a eu la chance de pouvoir faire un stage dans l'une des divisions du groupe à Hongkong en 2006, avec billets d'avion et logement pris en charge. Agée de 20 ans, une petite-cousine a effectué son stage aux Etats-Unis, là encore tous frais payés.

Au sein d'EDF, ce sont deux sœurs qui seront recrutées. Sans que les compétences des uns et des autres soient remises en cause, est-ce que les conditions d'embauche relatives à ces huit jobs dont ont bénéficié sept des membres de la famille Dati ont été les mêmes que pour n'importe quel salarié ? En tout cas, l'une des sœurs se fend, un jour de l'été 2006, d'une belle lettre de remerciements à Proglio pour *«toutes ces belles choses»* qu'il nous a *«offertes, à nous tous»*. Des *«belles choses»* qui ne devraient plus être d'actualité.

La rue Cassette a, ces derniers mois, été le théâtre des déconvenues de l'ex-PDG reconverti dans le conseil international et qui régulièrement intéresse la justice. Comme l'avait révélé *Libération*, celui qui en privé s'est toujours amusé de se voir comparer à un *«bad boy»* avait fait l'objet, le 14 septembre 2023, d'une perquisition à son bureau d'ancien patron d'EDF, des locaux appartenant à l'électricien et mis à sa disposition (une tradition réservée aux anciens présidents du groupe, remontant à 1946), ainsi qu'à son domicile de la rue Cassette, dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte par le Parquet national financier (PNF), notamment pour *«corruption»* et *«blanchiment de corruption»*, ainsi que pour *«abus de biens sociaux»* et *«blanchiment de fraude fiscale»*.

Les activités de Proglio menées éventuellement depuis les bureaux d'EDF, ses contrats de consultant tout comme un coffre contenant quelque 300 000 euros d'argent liquide interrogent les enquêteurs du Service d'enquêtes judiciaires des finances, composé de douaniers relevant de Bercy. Les collaborateurs de l'ancien PDG ont eux aussi été visés par des perquisitions. Ni eux ni Henri Proglio n'ont souhaité répondre à *Libération*. Avocats de l'ancien PDG, Jean-Pierre Mignard et Pierre-Emmanuel Blard s'étonnent que la chambre de l'instruction n'ait pas encore examiné leur demande de restitution de contrats d'assurance-vie saisis par les enquêteurs, gelés. *«Cela fait un an !»* s'exclament-ils.

En sonnant à 6 heures du matin à son domicile, au deuxième étage de l'immeuble de la rue Cassette, les enquêteurs étaient accompagnés d'un délégué du bâtonnier de Paris – la présence dans les murs de Rachida Dati, pas encore redevenue ministre, maire du VIIe arrondissement de Paris mais surtout inscrite comme avocate au barreau jusqu'à son entrée au gouvernement, était



donc connue. Comme le confirme sobrement une source judiciaire, la présence du délégué du bâtonnier ce jour-là est *«effectivement liée au fait que les lieux concernés pouvaient être considérés comme le domicile ou le lieu de travail d'un avocat»*.

LA MAIRIE, SA BATAILLE

Trois mois après cette perquisition, rebelote : cette fois-ci, selon nos informations, des policiers de la brigade de répression de la délinquance économique de Paris se sont présentés rue Cassette, dans le cadre d'une information judiciaire menée par une juge d'instruction de Nanterre pour *«trafic d'influence sur/par agent public»* et *«abus de biens sociaux»*, entre 2014 et 2022, visant la filiale française du géant des télécoms Huawei. Pas de délégué du bâtonnier ce jour-là, alors que Dati est bel et bien présente dans l'appartement. Un contrat de conseil, accordé par le constructeur chinois à Proglio, suscite alors l'intérêt de la justice, qui vérifie que les dépenses de consulting de la firme chinoise en France sont restées dans les clous.

Henri Proglio sera bientôt fixé sur l'affaire qui lui colle à la peau depuis 2016 : celle des consultants recrutés par EDF sous son règne (2009-2014) et, pendant deux ans, sous celui de son successeur Jean-Bernard Lévy (curieusement, ce dernier n'a pas été jugé). Selon le PNF, qui a cité Proglio avec la personne morale EDF et onze personnes à comparaître en correctionnelle, les règles de passation des marchés publics ont été piétinées et leur valent des soupçons de *«favoritisme»* ou de *«recel de favoritisme»*. Après le procès qui s'est déroulé au printemps et les réquisitions du PNF, soit deux ans de prison avec sursis et 200 000 euros d'amende demandés pour l'ex-PDG, le délibéré du tribunal judiciaire de Paris sera rendu le 30 septembre.

Rachida Dati, elle, attend une décision de la Cour de cassation sur l'éventuelle prescription du dossier judiciaire ouvert après la chute de Carlos Ghosn, alors patron de Renault-Nissan. Elle espère ainsi mettre fin aux poursuites qui la visent, à la suite de la découverte de paiements reçus de l'Alliance Renault-Nissan, 900 000 euros touchés entre 2010 et 2012 contre des prestations qui interrogent les magistrats. Le PNF met la dernière main à son réquisitoire définitif et devrait bientôt se prononcer sur un éventuel non-lieu ou un renvoi en correctionnelle. A charge pour les juges d'instruction de trancher. L'hypothèse d'un procès et d'une éventuelle condamnation pèse sur les épaules de celle qui a fait de la conquête de la mairie de Paris sa prochaine grande bataille. *«Ma cliente n'entend pas répondre à ces questions qui ressortent exclusivement de sa vie privée, passée comme présente*, a répondu à *Libération* Basile Ader, l'avocat de Rachida Dati. *Elle s'est toujours parfaitement conformée à ses obligations de transparence, que ce soit pour ses mandats nationaux ou européens.»*

Rachida Dati attend une décision de la Cour de cassation sur l'éventuelle prescription du dossier judiciaire ouvert après la chute de Carlos Ghosn, alors patron de Renault-Nissan.



Henri Proglio, à Strasbourg en 2010. PHOTO PASCAL BASTIEN. DIVERGENCE

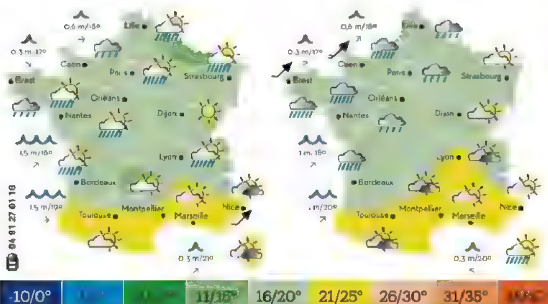
Répertoire

MARDI 24

Des averses circulent sur les deux tiers du pays. Sur un tiers sud, des Pyrénées à la Méditerranée, le ciel est nuageux mais le temps reste sec.
L'APRÈS-MIDI Le temps demeure instable sur les deux tiers du pays avec des averses, excepté entre les Pyrénées et le sud-est.

MERCREDI 25

Pluies et vent gagnent rapidement un grand quart nord-ouest du pays. Le temps est plus calme ailleurs.
L'APRÈS-MIDI Les pluies s'étendent des régions atlantiques au nord du pays. Sur le sud et l'est du territoire, le temps est très nuageux mais sans précipitation.



FRANCE	MIN	MAX
Lille	11	18
Caen	14	18
Brest	13	18
Nantes	13	19
Paris	14	19
Strasbourg	13	17
Dijon	13	19

FRANCE	MIN	MAX
Lyon	11	19
Bordeaux	14	20
Toulouse	13	21
Montpellier	15	23
Marseille	14	22
Nice	14	25
Ajaccio	15	22

MONDE	MIN	MAX
Alger	16	26
Berlin	13	19
Bruxelles	12	16
Jérusalem	16	27
Londres	13	17
Madrid	13	22
New York	14	20



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (prépresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cedric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine 384€
tél 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues)
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France



Membre de l'ACPM
CPPAP : 1125 C 80064
ISSN 0335-1793
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.
Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5381 MOYEN

			2			1	7	
1		5	6	7		3	4	
9		8	3	1			2	
						7	8	4
	5			9			6	
6	8	7						
	6	4			1			3
				3	6	4		7
	3	9			7			

SUDOKU 5381 DIFFICILE

3				4	2	5		
7	5			3				4
		6		5	1		8	
		4					7	
		8	4		9	3		
	3					1		
6	7			9		4		
8				1			3	
		3	8	6				2

Solutions des grilles précédentes

MOYEN

3	4	9	[illegible]	1	5	6	7	8
5	1	6	[illegible]	7	8	9	2	3
2	7	8	6	9	3	4	5	1
4	9	1	5	6	2	3	8	7
6	3	5	8	4	7	1	9	2
8	2	7	9	3	1	5	4	6
7	8	4	1	5	6	2	3	9
9	6	2	3	8	4	7	1	5
1	5	3	7	2	9	8	6	4

5	7	3	6	2	8	9	4	1
9	2	4	5	3	1	6	7	8
6	8	1	4	7	9	2	5	3
1	4	9	8	5	2	7	3	6
7	3	2	9	6	4	8	1	5
8	5	6	7	1	3	4	9	2
3	9	7	1	8	6	5	2	4
4	1	8	2	9	5	3	6	7
2	6	5	3	4	7	1	8	9

DIFFICILE





Chronique «Aux petits soins» : retour sur la création d'Aides, il y a quarante ans
Quand le sociologue Daniel Defert adresse une lettre à quelques dizaines de ses proches pour évoquer avec eux la possibilité de s'organiser et de faire quelque chose contre le sida qui arrivait, aucun n'a répondu. La plupart, d'ailleurs, ne se souviennent pas l'avoir reçue… C'était le 25 septembre 1984, trois mois après la mort du sida de son compagnon, Michel Foucault. Cette lettre fut pourtant à la genèse d'Aides, la plus importante association de lutte contre le sida en Europe. PHOTO SIPA


Des civils se dirigent vers le nord depuis Sidon (sud du Liban), pour échapper aux bombardements israéliens, le 23 septembre. A DALSH REUTERS

«Nos vies ne valent rien !» : au **Sud-Liban,** l'exode des civils

Les raids israéliens, qui ont fait plus de 300 morts lundi, ont contraint les Libanais à fuir en masse les zones près de la frontière avec l'Etat hébreu. Certains redoutent déjà une «troisième guerre» dans le pays.

Par
ARTHUR SARRADIN
Correspondant à Beyrouth

Elle a les airs de celle que les Libanais redoutaient depuis octobre dernier. La «Grande Guerre» comme certains la nomment pour ne pas oublier celle, larvée, qui affecte déjà des dizaines de milliers de personnes au sud du Liban depuis onze mois. Aujourd'hui, l'armée israélienne a mené des bombardements massifs dans tout le Sud-Liban. De telles scènes n'avaient pas été vues depuis dix-huit ans. Le ministère de la Santé libanais parle de 356 morts et plus de 1200 blessés. Un bilan provisoire, mais déjà trente fois supérieur à la journée la plus meurtrière qu'avait pu connaître cette région méridionale depuis le début de la guerre. Sur les grands axes routiers du pays, c'est la cohue. Des heures d'attente, des kilomètres d'embouteillages pour rejoindre Beyrouth, la capitale, où des milliers de personnes partent se réfugier.

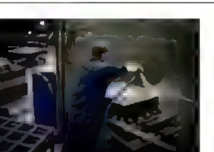
Ahmad est coincé à la sortie de Tyr, au sud du pays, et redoute que la nuit tombe avant d'atteindre la capitale. Joint par téléphone, il hurle sa colère : *«Ils commencent à dire partout que toutes les maisons des civils sont suspectes… Ils se préparent à justifier nos morts !»* Comme beaucoup, le quadragénaire garde le souvenir de ce qu'a été la guerre de 2006, dont il voit les échos dans l'actualité brûlante. Les ponts bombardés, les appels d'évacuation de l'armée israélienne aux civils jusqu'au nord du Liban… Ahmad n'a plus de mots assez forts parmi ceux qu'il hurle : *«Que va faire le monde ?! Les laisser détruire nos villages ? Laisser faire un deuxième Gaza ? Nétanyahou a le droit de raser le pays qu'il veut ? Nous ne sommes rien pour la communauté internationale ! Nos vies ne valent rien ! Elles valent de la merde !»* Le souffle court, Ahmad n'a pas d'endroit où loger dans la capitale. Il sait seulement qu'il doit partir.

«Insoutenable». Sur la version anglophone de la chaîne de télévision Al-Jazeera, des hommes du Hezbollah approchent pour obstruer objectif d'une journaliste en direct depuis Tyr. Le parti-milice est sur les nerfs, conscient que la véritable guerre vient de commencer. Dans le village voisin de Bazouriyé, Nour ne sait plus quelle décision prendre. *«Je ne sais pas comment je vais rentrer,* dit-t-elle par téléphone. *Il y a des frappes partout, des explosions partout, du feu partout… J'ai peur qu'ils atteignent la maison. On ne peut plus rester ici, c'est insoutenable.»* La jeune maman est seule avec son fils et essaye de rejoindre la capitale où son mari est parti travailler ce matin. Elle veut qu'il vienne les chercher, mais en début d'après-midi les autorités libanaises ont fermé la voie qui permettait de rejoindre Tyr depuis Beyrouth. Désormais, les deux routes vont en sens unique vers le nord pour permettre aux habitants du sud d'évacuer au plus vite. *«Je ne sais pas comment je vais faire. Les ambulances ont le droit de passer par les petits chemins de village, mais ils sont extrêmement dangereux, on pourrait se faire bombarder»,* ajoute-t-elle. Cette nuit, Nour ne sait pas où elle dormira. Elle s'effondre en sanglots.

L'HISTOIRE DU JOUR

Rima, elle, est arrivée dimanche à Beyrouth depuis sa banlieue, Nabatieh. *«Cet été, j'avais loué un appartement pour ma famille pour qu'ils puissent s'installer si jamais la guerre éclatait. Je ne regrette pas parce que maintenant elle est là, et je ne sais pas s'il y aura la place de loger tous les déplacés»,* raconte la jeune femme dont les parents sont aussi arrivés la veille. Dans ce petit appartement de la banlieue ouest de Beyrouth, il n'y a presque aucun meuble. Seulement un ventilateur, des valises et quelques matelas fins qui flanquent les contours de la pièce. *«C'est le matelas typique des déplacés,* dit-elle avec un rictus. *Ce sont les mêmes que ma mère avait pris avec elle lors de la guerre de 2006. Ces matelas sont toujours ce qu'il nous reste de chez nous quand on doit partir.»*

«Effrayant». Même loin du sud, Rima et sa famille ne se sentent pas tout à fait en sécurité. Leur quartier est populaire, proche de la banlieue sud – où une frappe ciblée a visé ce lundi après-midi Ali Karaké, commandant du Hezbollah pour le front sud. *«N'importe quel voisin plus ou moins proche du Hezbollah pourrait servir d'excuse aux Israéliens pour frapper tout l'immeuble»,* dit-elle. Sur son téléphone, elle consulte toutes les quelques secondes les messages, les notifications, les informations qu'elle peut recevoir. Ces images des bombardements angoissants, mais hypnotiques, qu'elle ne peut s'empêcher de regarder jusqu'au bout parce qu'elles racontent quelque chose qui est dur à assimiler : la guerre est là, celle qu'elle pensait impossible. *«Sur Twitter, les gens parlent de la troisième guerre du Liban,* conclut Rima. *C'est le plus effrayant, les guerres auxquelles on donne un nom. Quand elles ont un nom c'est qu'elles marquent l'histoire, et que le prix à payer sera lourd.»*





L'une des dernières usines de production de panneaux photovoltaïques en France est-elle condamnée ?

EDF va céder sa filiale PhotoWatt, l'un des seuls fabricants français de panneaux photovoltaïques, à une start-up qui planifie une gigafactory. Un deal qui semble condamner l'usine, s'alarment les syndicats, ce que la direction récuse. PHOTO AFP

«Je crains, au vu de la ligne de ce gouvernement, d'être contrainte à une censure.»


J.L. HAUCHER

STELLA DUPONT
Députée apparentée Ensemble

Résister, censurer, rompre ? Ce qu'il reste de l'aile gauche macroniste a pris un nouveau coup avec la nomination d'une brochette de ministres LR aux positions réactionnaires sur les sujets de société dans le gouvernement de Michel Barnier. Ralliée en 2017, Sophie Errante a claqué vendredi la porte du groupe Ensemble pour la République. Sa collègue Stella Dupont, membre du parti En Commun et restée apparentée à EPR, n'en est pas encore tout à fait là mais appelle à la constitution d'un groupe social-démocrate (*«Aujourd'hui, nous sommes dispersés au PS, chez Liot, au Modem et à EPR»*) et menace de censurer le gouvernement, qui lui *«reste en travers de la gorge»*. *«En tant que femme de gauche, je ne peux pas soutenir la nomination de personnalités qui ont porté des positions rétrogrades sur l'homosexualité, la pénalisation des thérapies de conversion, le mariage pour tous ou l'IVG et sa constitutionnalisation.»* **J.-B.D.**

Interview à lire en intégralité sur Libé.fr

Troubles de l'attention : des pistes pour améliorer le diagnostic

Un diagnostic et un accompagnement le plus tôt possible. C'est ce que préconise la Haute Autorité de santé (HAS) pour les enfants et adolescents atteints d'un trouble déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH). Dans ses recommandations publiées lundi, l'autorité met l'accent sur les pistes à suivre pour *«améliorer le diagnostic et la prise en charge»* de ce trouble du neurodéveloppement, qui concerne 5 % des enfants et adolescents dans le monde. Un travail *«essentiel afin d'éviter une aggravation des conséquences psychologiques, sociales et scolaires»*.

En 2015, la HAS avait pour la première fois formulé des recommandations pour mieux repérer les TDAH. Près de dix ans plus tard, elle va plus loin : *«On dispose enfin d'une procédure claire pour établir un diagnostic médical cadré et qui sera gravé dans le marbre»*, se félicite Christine Gétin, directrice de l'association HyperSupers TDAH France, qui a saisi la HAS avec le ministère de la Santé pour faire avancer le sujet.

Pour l'autorité, le diagnostic doit ainsi reposer sur un entretien avec les parents et l'enfant afin d'évaluer son développement dans toutes ses dimensions, d'un point de vue neurologique, psychomoteur ou encore affectif. Il doit aussi comprendre un examen clinique et un recueil d'informations auprès de l'entourage familial et scolaire.

La HAS va plus loin en édictant des recommandations pour le traitement. En première intention, des interventions *«non médicamenteuses»* sont préconisées, telles que la psychoéducation qui consiste à délivrer des informations sur le TDAH, ses impacts et comment fonctionner avec ce trouble. En complément, si besoin et selon la gravité du trouble, un traitement médicamenteux peut être prescrit, recommande la HAS. La seule molécule disponible en France concernant le traitement du TDAH chez l'enfant à partir de 6 ans et l'adolescent est le méthylphénidate, plus connu sous le nom de ritaline.

Enfin, l'autorité *«appelle […] les pouvoirs publics à développer l'offre de soins pour réduire les délais de prise en charge, en permettant l'intervention de plus de médecins»*. Car les difficultés de diagnostic sont notamment liées à la pénurie de professionnels spécialistes du TDAH. A ce jour, seuls les psychiatres, pédiatres et neurologues pour enfants sont autorités à poser un diagnostic et à commencer un traitement médicamenteux pour un jeune atteint de ce trouble.

CASSANDRE LERAY
(avec AFP)

«Télérama» évolue pour s'adapter à l'ère des plateformes

MÉDIAS

Seize ans : c'est la durée moyenne d'abonnement à la version papier de *Télérama*. *«C'est plus que la durée moyenne d'un mariage en France»*, pointait lundi matin Fleur Lavedan, présidente du directoire du magazine, lors d'une conférence de presse à Paris. L'occasion de dévoiler une campagne de marque, avec le slogan *«Tutoyons la culture»*, destinée à venir s'afficher sur les écrans de télé, de cinéma ou les panneaux publicitaires, ainsi qu'une formule plus épurée du magazine et de nouvelles fonctionnalités pour son application. Des changements qui dessinent une modernisation du titre culturel fondé en 1947, pour s'adapter à l'ère des plateformes numériques.

Chantier. Car si les lecteurs de *Télérama* sont très fidèles, ils vieillissent aussi, comme tous les lecteurs de la presse papier. Le magazine est diffusé à près de 425 000 exemplaires en moyenne chaque semaine. 87 % de cette diffusion concerne des abonnements au magazine papier. Des chiffres encore impressionnants, qui assurent surtout à *Télérama* des revenus toujours confortables (son résultat net oscillait entre 5 et 8 millions d'euros ces dernières années). Mais l'érosion des ventes, avec notamment le recul du nombre d'abonnés papier, reste inévitable. Il était donc temps d'aller *«chercher de nouvelles générations de lecteurs»*, comme l'évoque Fleur Lavedan, un chantier accéléré depuis deux ans et l'arrivée aux manettes de la présidente du directoire et de la directrice de la rédaction Valérie Hurier, dans la foulée des dix-sept ans de règne de Fabienne Pascaud.

La direction de *Télérama* avance ainsi avoir recruté 40 000 abonnés numériques ces deux dernières années. L'objectif est désormais de doubler ce nombre dans les deux prochaines années. Pour cela, le titre mise notamment sur les enquêtes, avec la création depuis deux ans d'une cellule dédiée à l'investigation, mais également sur de nouvelles fonctionnalités pour son site et son application. Et notamment la mise en place d'un moteur de recherche de contenus des plateformes type Netflix, Prime Video, Canal +, etc. avec différents filtres en fonction, par exemple, des notes attribuées par les critiques du magazine. Un outil à *«dimension servicielle»*, pour *«regarder plus et chercher moins»*, dixit Fleur Lavedan, qui relève que *Télérama* connaît chaque jour des pics d'audience sur le numérique autour de 20 heures, au moment de choisir son programme pour la soirée.

Rajeunissement. Côté papier, le magazine garde la même pagination, mais change quelques habitudes héritées de sa formule adoptée il y a douze ans déjà. Fini le grand entretien avec un acteur culturel en ouverture du journal, tandis qu'une page de courrier des lecteurs fait son apparition à la fin du magazine. L'éternel cahier télé a été repensé, avec des grilles de programmes plus resserrées pour la télé linéaire, histoire de faire une plus grande place aux plateformes. Plus généralement, le magazine se veut plus épuré et plus visuel, avec une police de caractères plus ronde qu'auparavant. Ces changements, peu flagrants, ne devraient pas perturber son hyperfidèle lectorat.

Avec ces évolutions et cette campagne de pub, *Télérama* cherche finalement à modifier son image, celle d'un magazine critique qui serait vu comme *«élitiste»* et *«austère»*. *«On n'a jamais été élitiste, c'est même l'inverse du propos de* Télérama *qui a toujours été dans la transmission, un passeur de culture»*, a ainsi défendu Valérie Hurier, qui a aussi appuyé sur le rajeunissement d'une rédaction composée de 135 journalistes. Le titre veut en tout cas croire que la profusion de contenus culturels, notamment sur les plateformes, ne peut lui être que bénéfique : *«Plus l'offre culturelle se démultiplie, plus notre expertise critique et notre expertise en termes de recommandation prennent de la valeur»*, a ainsi affirmé Valérie Hurier.

ADRIEN FRANQUE



Inondations à Cannes Météo France et la préfecture pointés du doigt

Lundi matin, Annick a observé le déluge à l'abri, au 1er étage de son immeuble à Cannes. *«C'était brutal et dense»*, dit la retraitée. Quand elle est descendue, elle a vu *«la cave sous l'eau»*, les commerces *«inondés»*, les voitures *«qui flottent»*. *«C'était un fleuve»*, compare Laurent Boisseau, responsable de l'équipe technique de la ville. Selon Météo France, *«l'orage était de courte durée, mais avec de très fortes intensités»*. Il est tombé 30 à 40 mm sur la ville entre 7h20 et 7h50. A la mi-journée, Annick déambule avec sa raclette pour aider à éponger au rez-de-chaussée. *«On ne s'y attendait pas*, dit-elle. *On n'a pas été prévenus.»* C'est aussi le discours de David Lisnard. Le maire LR affirme n'avoir reçu *«aucune alerte»* et invite Météo France à revoir *«sa modélisation en amont»*. S'agit-il d'une défaillance de la préfecture ? Le bulletin de vigilance, diffusé à 6 heures, prévenait : *«Ces fortes pluies encore attendues sur l'est du Var et sur les Alpes-Maritimes sont isolées, mais intenses»*. Le niveau de l'alerte était classé jaune. *«C'est à partir de l'alerte orange qu'on [communique]»*, nous précise le directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes. *«On aurait dû être en vigilance orange a minima, voire vigilance rouge*, appuie Yann-Vari Lecuyer, directeur général adjoint de l'aménagement urbain de Cannes. Sollicité, Météo France assure ne pas souhaiter commenter les *«différentes déclarations»*. **M.F.** *(à Cannes)*

PHOTO NICE MATIN. MAXPPP



La posidonie met des centaines d'années à croître. A Beaulieu-sur-Mer, près de 2 000 m² ont été plantés depuis le début de la mission d'Andromède, en 2019. PHOTO L.LUMINEAU HANS

FORÊT SOUS-MARINE
Sauver la posidonie, un travail de haute bouture

Poumon vert et capteur de dioxyde de carbone des fonds marin, cette herbe disparaît en Méditerranée. Dans la baie de Beaulieu-sur-Mer, des chercheurs ont mis en place un programme de réimplantation de jeunes pousses pour recréer l'écosystème marin.

REPORTAGE

Par **MATHILDE FRÉNOIS**
Envoyée spéciale à Beaulieu-sur-Mer (Alpes Maritimes)

La posidonie fait des ronds dans l'eau. Elle vient d'être repiquée en forme de cercle, 20 mètres sous la surface de la mer. Comme la Terre a ses bosquets, la Méditerranée a ses herbiers. Et comme les forêts sont reboisées, la posidonie est replantée. *«On a fait des patchs pour reproduire la nature»*, débriefe mi-septembre Sébastien Personnic, docteur en biologie et plongeur professionnel, en remontant à l'air libre. Bienvenue à bord du *Victoria IV*. Le trimaran de l'association l'Œil d'Andromède et de l'entreprise associée Andromède océanologie restaure des herbiers sous-marins de la Côte d'Azur. Poumon vert et capteur de dioxyde de carbone, la posidonie est malmenée. Elle est en danger en Méditerranée. Les plongeurs se transforment alors en jardiniers pour tenter de la sauver.

Le trimaran a jeté l'ancre au large de Beaulieu-sur-Mer (Alpes-Maritimes). Il mouille sur le sable. Cette baie attire les plaisanciers, séduits



LUCAS

par sa douce courbe où se lovent villas Belle Epoque, végétation exotique et roches à pic. Du yacht au rafiot, tous veulent l'eau la plus turquoise et la vue la plus dégagée. Des embarcations pas aussi précautionneuses que le *Victoria IV*. Leurs capitaines s'arriment parfois dans la posidonie: une pratique pourtant prohibée.

DES FRAGMENTS VOUÉS À DÉPÉRIR

Dans la baie, 200 hectares ont ainsi disparu en dix étés. C'est l'une des zones les plus touchées de la Côte d'Azur. *«Cette perte est liée au surtourisme*, pointe Jo-Ann Schies, biologiste marine embarquée sur la mission. *La posidonie est dégradée par la perte de qualité de l'eau, les aménagements du littoral et la pêche. Et surtout par les ancres des bateaux qui s'accrochent au fond de l'eau. Cela crée des cicatrices et des saignées où s'engouffrent les courants.»* L'herbier a du mal à s'en relever. Sa repousse est lente pour combler ces trouées: les rhizomes horizontaux poussent de 6 centimètres par an, ses tiges verticales d'un centimètre seulement. En cinquante ans, la Méditerranée a ainsi perdu 34% de ses herbiers de posidonie, selon une étude scientifique de 2015. Une fois arraché par les ancres, les chaînes, les filets, l'herbier divague. Ses morceaux sont ballottés par les flots, se meuvent au gré des courants, errent dans les fonds. Ils finissent dans des cuvettes d'accumulation. C'est au fond de l'eau que les biologistes d'Andromède récupèrent ces fragments voués à dépérir. Ils les remontent sur le trimaran. Avant de replanter, il faut tricoter. L'étape de l'agrafage est un travail de couturier. *«Les plantes ont besoin d'un tuteur pour pouvoir grandir dans le substrat. On entoure le fragment avec l'agrafe métallique et biodégradable*, détaille Jo-Ann Schies. *On pourra replanter avec les racines vers le bas et les feuilles vers le haut. Pour donner à la plante un ancrage dans le sol.»* C'est la technique de repiquage de ce programme bien nommé Repic. Claudia Tanus et Maud Tarico sont préposées à l'agrafage. Entre les feuilles de posidonie, elles trouvent *«des bouts de filets»* qu'elles enlèvent, *«plein de petites bêtes»* qu'elles observent: *«On voit bien que c'est vivant. Il y a des coquillages, des poissons, des crabes. C'est comme une résidence en colocation.»* Les feuilles hébergent quelque 400 espèces végétales et 1000 espèces animales. *«La posidonie n'est pas une algue. C'est une plante qui ne forme pas une simple prairie. C'est une forêt gigantesque de la taille de la Suisse*, compare le biologiste Sébastien Personnic. *Elle structure un écosystème complet.»* Endémique de Méditerranée, cet herbier est à la fois nurserie, frayère, cachette, abri à poissons. Il capte le carbone, il atténue la houle, il ralentit l'érosion des côtes. A Beaulieu-sur-Mer, les 800 tonnes de posidonie qui s'échouent sur les plages chaque année forment une banquette qui protège des coups de mer. Quand vient l'été, elles sont épandues sur le chemin du littoral ou rejetées en mer.

Au large, la disparition de l'herbier a laissé place à une langue de sable. Imperceptible depuis la surface, c'est *«un vrai massacre*, déplore Sébastien Personnic, *quand on connaît les enjeux cruciaux à l'échelle de la Méditerranée»*. Aussi, le programme d'Andromède s'est donné l'objectif de repiquer 5000 m² de posidonie d'ici à 2025. Un projet à 500000 euros, financé via un partenariat public-privé avec notamment l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, la Fondation de la mer et la Maif.

Le sujet de la replantation de posidonie est ancien. Heike Molenaar, elle aussi docteure en biologie marine, enseignante et chercheuse, a mis au point une autre technique dès 1992: le bouturage. *«On prélève dans un herbier sain un peu plus loin. Cela nous permet de connaître l'historique de chaque bouture*, développe-t-elle. *Ce sont deux façons différentes d'aborder les choses. Avec la replantation de fragments, on ne choisit pas, on ne sait pas.»* Le bouturage lui semble plus adapté au suivi scientifique: *«On peut comparer les lots. Les taux de réussite ne peuvent être justifiés que si on prend des choses identiques.»* Cette méthode est utilisée en Corse dans le projet RenforC depuis 2020 et sur un site à Port-Cros (Var) depuis trente ans. *«Je suis passée de petits patchs de 3 m² à 150 m² au bout de trente ans*, expose la chercheuse niçoise. *Il faut du temps pour que [la plante] colonise le substrat de tous les côtés. Il faut planter les herbiers proches les uns des autres. Ils ont un comportement grégaire pour s'autostimuler.»* Heike Molenaar a mis au point un *«cahier des charges pour replanter»*: respecter la localisation (*«sinon c'est comme planter un mélèze en bord de mer ou un palmier à la montagne»*), choisir un lieu où la posidonie est en colonisation, éliminer l'agent destructeur (les ancres et la pollution).

Même si partout sur le pourtour méditerranéen fleurissent des programmes de réimplantation de la posidonie, les projets ont longtemps végété. *«La posidonie est une espèce protégée. On n'a pas le droit de la prélever, même en épave. Pendant des années, ça a été compliqué*, poursuit la docteure en biologie marine. *Le ministère de l'Environnement autorisait les prélèvements uniquement à des fins d'expérience scientifique. C'était un peu bloqué. Depuis une dizaine d'années, on fait aussi de la restauration active à plus grande échelle.»*

> «On a du mal à croire qu'il y a eu une intervention humaine. L'herbier va reconstituer un habitat à part entière depuis les invertébrés jusqu'aux poissons.»
>
> **Samuel Jéglot** président de l'association NaturDive

«C'EST UNE PETITE GOUTTE D'EAU»

Au large de Cannes, les bateaux aiment flâner entre les îles de Lérins. Il y a l'eau translucide pour nager, la vue sur les criques ombragées et le bateau pizza prêt à livrer. Les ancres ont tout arraché. Aujourd'hui, l'herbier y est protégé, le mouillage encadré, l'écomusée sous-marin à visiter. La posidonie a *«un vrai besoin de coup de pouce»* pour *«réenclencher une dynamique de croissance»*, énonce Samuel Jéglot, président de l'association NaturDive qui mène le chantier Prime. Objectif: replanter 3000 m² en trois ans. *«Ça fonctionne*, se félicite le plongeur, qui, depuis le 16 septembre, repique tous les jours, et ce pour six semaines. *Visuellement, au bout de quelques années, on a du mal à croire qu'il y a eu une intervention humaine. C'est en cascade. L'herbier va reconstituer un habitat à part entière depuis les invertébrés jusqu'aux poissons.»*

Mais la replantation et le bouturage ne sont pas des solutions miracles. *«Ce n'est pas parce qu'on a des techniques qu'on peut détruire*, prévient Heike Molenaar. *On ne peut pas supprimer une forêt ancestrale en Haute-Marne et replanter sur les toits. Ce ne sont pas les mêmes espèces, pas les mêmes conditions.»* Ports, marinas, terre-pleins, hôtels… les aménagements en mer sont toujours réalisés le long du littoral. Soit sur le lieu de vie de la posidonie, entre 0 et 40 mètres de profondeur. *«On ne peut pas compenser car on ne peut pas replanter l'herbier plus profond*, pointe la chercheuse. *Il est impossible de déplacer une nurserie 15 mètres plus bas. C'est détruit à jamais.»* Pourtant, les herbiers sont parfois relocalisés. En 2017, 500 m² ont été transférés à Monaco dans le cadre du projet d'urbanisation en mer – l'extension et la bétonisation de la principauté sur l'espace marin. Un suivi est mené durant une décennie.

Retour sur les vaguelettes de Beaulieu-sur-Mer. Près de 2000 m² ont été plantés par Andromède depuis la naissance de la mission en 2019. *«On voit déjà une reprise*, se réjouit Jo-Ann Schies. *La posidonie s'est réétalée. Elle est en train de faire une jonction vers l'herbier naturel. Mais ce n'est pas parce qu'on est capables de restaurer qu'il faut continuer à dégrader.»* Alors l'équipe tente d'aborder en canot pneumatique les yachts qui mouillent aux alentours pour faire de la prévention. Des outils existent pour cela. Développée par Andromède, l'application Donia cartographie les zones de posidonie. Des bouées ont été installées sur la Côte d'Azur où les bateaux peuvent s'amarrer. Les grands yachts de plus de 24 mètres de long ont des zones d'interdiction de mouillage. Sinon, c'est la sanction. Devant la justice, le préjudice de l'un de ces ancrages illégaux a été évalué à 300000 euros. Il reste plus de 2000 m² à replanter à Beaulieu-sur-Mer. Andromède mène en parallèle une analyse des fragments de posidonie, une cartographie 3D et un comptage dans la zone. Le projet enregistre plus de 90% de réussite. *«En termes de surface, c'est dérisoire. C'est une petite goutte d'eau*, dit Sébastien Personnic dans sa combinaison. *Mais c'est déjà ça. On sauve ce qui a été arraché et qui était prêt à mourir.»* En retournant à l'endroit traité l'été dernier, les plongeurs ont eu la mauvaise surprise de découvrir une trouée dans les plantations. Deux hypothèses: une ancre ou un filet. Une solution: il faut recommencer. Les biologistes replongent pour replanter.

carnet

ANNIVERSAIRE DÉCÈS

Paris (75)

In memoriam

Michèle, Anne et Maud GIRAUT

se réunissent pour

M. Jean Francis GIRAUT

décédé le 22 Octobre 2023.

Une cérémonie sera célébrée en son hommage le samedi 26 octobre 2024, à 10H30, au cimetière de Thiais (Val de Marne).

Procès des viols de Mazan: une feuille de route contre la domination masculine

Alors que se tient en ce moment le procès Pelicot, il faut cesser de dire «pas tous les hommes» pour dénoncer les violences systémiques contre les femmes, selon l'essayiste Morgan N. Lucas, qui propose dix points pour en finir avec les boys clubs. Plus de 200 personnalités masculines s'engagent.



Beaucoup disent que le procès des 51 violeurs est, en réalité, le procès de la masculinité. Beaucoup s'en offusquent, trouvant de bon ton de s'indigner parce qu'ils sont mis dans le même panier plutôt que de s'insurger face aux atrocités orchestrées par Dominique Pelicot et adoubées par tant d'autres hommes. Aujourd'hui pourtant, la question se pose: sept ans après le début de #MeToo, où en sommes-nous? Qu'avons-nous appris? Comment nous sommes nous positionnés? Où sommes-nous lorsque nos potes, nos collègues, nos frères ont des comportements ou des propos sexistes? Où sommes-nous lorsque les femmes sont agressées? Sans doute occupés à questionner la crédibilité de la victime, tout en affirmant que «pas tous les hommes», encore moins nous.

Pourtant, l'affaire Pelicot nous l'a prouvé, la violence masculine n'est pas une affaire de monstres, c'est une affaire d'hommes, de monsieur Tout-le-Monde.

Dire «tous les hommes», c'est parler de violences systémiques perpétrées par tous les hommes, parce que tous les hommes, sans exception, bénéficient d'un système qui domine les femmes.

Et puisque nous sommes tous le problème, nous pouvons tous faire partie de la solution.

Mais alors par quoi commence-t-on lorsqu'on se rend compte que le patriarcat s'essouffle, que le vieux monde se meurt?

Avant toute chose, on arrête de se croire indispensables. On comprend que les femmes n'ont pas besoin de nous et encore moins en ce qui concerne la libération féministe. Elles ont surtout besoin qu'on cesse de leur mettre des bâtons dans les roues.

Comprenez que nos gros ego les empêchent d'avancer, que les «not all men» ne servent qu'à vous rassurer vous, pas elles. Il ne suffit pas de dire «moi je ne suis pas comme tous les hommes», ici, les mots n'ont aucune valeur face à l'ampleur des violences. Aucune tant qu'ils ne sont pas suivis d'actions concrètes et quotidiennes.

Alors à ceux pour qui le procès Pelicot est le point de bascule. A ceux qui refusent de continuer à participer à un système qui, pour exister, a besoin de dominer la moitié de la population. Il est un peu tard mais il est encore temps. Toutefois, ne pensez pas que la mission consiste à jouer les héros, ne les libérez pas, cela fait des siècles qu'elles s'en chargent.

Il y a quelques mois, dans une interview, un acteur disait être prêt à mettre la main à la pâte mais demandait une feuille de route.

La voici, donnée par un homme aux autres hommes parce qu'il va falloir arrêter de demander aux femmes de nous mâcher le travail.

Arrêtons de considérer que le corps des femmes est un corps à disposition. Assurons-nous toujours du consentement de nos partenaires, cessons de le considérer comme une entrave, mais plutôt comme le fondement nécessaire à toutes nos relations.

Prenons en charge nos émotions, arrêtons de nous regarder le nombril, d'inverser la charge victimaire, acceptons de nous remettre en question.

Désapprenons ce que l'on nous a enseigné, raconté de la masculinité, arrêtons de penser qu'il existe une nature masculine qui justifierait nos comportements. Il n'y a pas de nature do-

Lors de la manifestation de soutien à Gisèle Pelicot et à toutes les victimes de viols, à Paris, le 14 septembre.
PHOTO ALINE DESCHAMPS



minante mais bien une volonté de dominer.
Examinons nos très nombreux privilèges pour les mettre au service du bien commun puis, à long terme, acceptons de les perdre complètement. Pour rappel, l'objectif final étant d'en finir avec cette organisation genrée qui induit «une division hiérarchique de l'humanité en deux moitiés inégales».
Eduquons-nous tout seul en continu et en profondeur, et arrêtons de penser que parce qu'on a lu un livre féministe, nous pouvons désormais mansplainer aux femmes les tenants et les aboutissants de leur lutte.
Apprenons à prendre au sérieux la parole féministe et pas uniquement lorsqu'elle sort de la bouche d'un homme. Nous ne faisons que répéter ce que les féministes disent depuis des siècles. Il serait alors de bon ton de commencer à croire directement celles qui sont à l'origine de ces théories sans attendre que la gueule du messager, parce qu'elle nous ressemble, nous revienne davantage.
Cessons de perpétuer les boys club, de protéger nos homologues masculins. Soyons solidaires avec les victimes, pas les agresseurs.
Comprenons que si aucune femme dans notre entourage ne se confie à nous sur les violences qu'elle a subies, cela ne sous-entend pas que ça n'existe pas. Par exemple, ce n'est pas parce que vous n'avez pas d'obus dans votre salon que la guerre n'a pas lieu. La violence masculine est une réalité systémique. Il y a urgence à nous décentrer de nos propres expériences pour se forger une vision du monde plus ajustée. Il y a aussi urgence à nous montrer suffisamment dignes de confiance pour qu'elles puissent enfin nous raconter leurs réalités sans craindre nos réactions.
Ecoutons vraiment les femmes lorsqu'elles nous font part de leurs besoins et de leurs limites. Il est probable que si nous cessions deux secondes d'être en posture défensive, nous serions sans doute surpris par ce que l'on peut apprendre quand nous ne sommes pas occupés à nous justifier.
N'acceptons pas uniquement de les écouter lorsque leur ton est plaisant. Elles sont tristes et en colère à raison, laissons-les nous l'exprimer.
N'attendons pas qu'une femme nous dise quoi faire pour nous mettre au travail. On a deux yeux pour voir et analyser notre environnement, on peut donc savoir ce qu'il est nécessaire de faire.
Parce que c'est aussi une charge mentale de devoir nous dire les choses.
Et enfin: faisons tout ceci en silence, sans le crier sur tous les toits, sans attendre des applaudissements ou des félicitations.
On ne le dira jamais assez: «allié» n'est pas un statut qu'on s'auto-attribue, c'est un nom et un verbe. Il ne s'agit pas seulement de se dire mais d'agir et ce 365 jours par an. C'est un rôle qui devrait nous coûter, a minima, un peu de notre confort personnel. Et si tu souhaites te mobiliser tout de suite aux côtés des femmes dans la lutte contre les violences sexuelles, tu peux participer à la campagne #NotAllMen de la Fondation des femmes.
Alors voilà, tu l'as ta feuille de route. Tu ne pourras plus, aucun de nous ne pourra désormais dire qu'il ne sait pas quoi faire.

P.S: il est fort probable que d'autres hommes vous reprochent de mettre à mal votre virilité. Si tel est le cas, c'est un signe que vous êtes sur la bonne voie.
Continuez.

Dernier ouvrage paru: *Ceci n'est pas un livre sur le genre* aux éditions Hachette Pratique.

Par
MORGAN N. LUCAS
Essayiste, spécialiste des questions de genre

Parmi les signataires:

Gaël Faye écrivain
Guillaume Meurice humoriste
Ouissem Belgacem écrivain
Eddy de Pretto chanteur
Alex Ramirès humoriste
Julien Ménielle youtubeur
Martin Winckler médecin
Kevin Razy humoriste
Waly Dia humoriste
Cyril Dion réalisateur
Juan Arbelaez chef cuisinier
Marco Prince musicien
Waxx musicien
Mehdi Kerkouche danseur
Pierre de Maere chanteur
Mathieu Palain journaliste
Jérôme Niel humoriste
Maxence Lapérouse musicien
Eloi Spinnler chef cuisinier
Arnaud Gallais cofondateur du mouvement M'endors pas et de Mouv'Enfants
Emmanuel Noblet comédien et metteur en scène
Bruno Sanches acteur…

Liste complète à retrouver sur *Libération.fr*

L'animalisation, commune aux bêtes et aux hommes

L'écrivaine et sociologue Kaoutar Harchi caractérise les liens entre race, classe, genre et animalité et met à jour le «zoosocial» à l'origine des violences faites aux animaux et aux êtres humains.

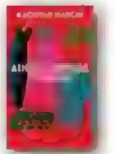
EN HAUT DE LA PILE

En 1957, en pleine bataille d'Alger, les combattants algériens tombés entre les mains du général Marcel Bigeard ont vu leurs pieds attachés, leurs corps coulés dans des blocs de ciment et ils ont fini jetés dans la Méditerranée par l'armée française. Pour parler de ces crimes, une expression circulait alors: *«Les oueds et la mer rendaient à Alger des cadavres lestés, des crevettes Bigeard.»* «Crevette», après «rat» ou «crouille», était alors devenu un autre qualificatif pour désigner les Algériens, raconte la sociologue et écrivaine Kaoutar Harchi, soulignant combien la déshumanisation allait de pair avec la violence.
Vermine, raton, vipère, gazelle… autant de termes empruntés au règne animal qui ont été utilisés dans l'histoire pour désigner et diminuer l'autre, qu'il soit juif, noir ou arabe. Ce procédé de réduction, aussi vicieux que banal, permettait aux dominants de légitimer l'asservissement et l'humiliation des dominés. D'où vient cette désignation d'un être humain par des noms d'animaux? Et pourquoi certains se sont-ils sentis autorisés à qualifier ainsi leurs semblables?

Miroir. Dans *Ainsi l'animal et nous*, Kaoutar Harchi jette une lumière crue sur les liens troublants entre la subordination des animaux et l'asservissement des groupes dominés. En explorant l'histoire de la pensée occidentale de l'ère moderne à nos jours, l'essayiste part d'un constat: la sacro-sainte différence cartésienne entre la nature et la culture, martelée comme l'une des bases de la philosophie occidentale, vient amorcer une segmentation et surtout une hiérarchisation du monde. Au sein de cette ordonnance, le sort réservé aux animaux, frappés, brutalisés, égorgés et mangés, a permis l'ouverture d'autres espaces de dominations pour les humains jugés inférieurs: *«La domination de l'humain sur l'animal n'est en rien une domination close sur elle-même mais, bien au contraire, une domination ouverte, qui ouvre sur une autre: la domination des humains sur d'autres humains»*, écrit l'essayiste.
Ainsi, la violence infligée aux animaux, en apparence anodine ou routinière, devient le miroir des violences que certaines sociétés infligent à leurs propres membres. L'autrice égrène les parallèles, à l'instar de l'enfermement des animaux qui a précédé celui des personnes colonisées dans des «zoos humains» durant la période coloniale. Ou encore les expérimentations sur les animaux à l'origine des atrocités commises sur des corps humains par les nazis du Block 10. Ces pratiques inhumaines trouvent leurs racines dans une idée de hiérarchie naturelle, où les corps jugés inférieurs, qu'ils soient animaux ou humains, deviennent des objets d'expérimentation et de violence. Aux Etats-Unis les premières usines de travail à la chaîne sont inspirées des grands abattoirs de Chicago, relève l'autrice. Il est frappant de voir à quel point les techniques destinées à améliorer l'efficacité des abattages ont ensuite été appliquées à la gestion des corps humains dans le contexte industriel, un signe supplémentaire de cette convergence entre les exploitations animale et humaine. Ce processus, qu'elle nomme animalisation, est venu justifier des entreprises de minorisation voire d'extinction des êtres humains. L'objectif de cette dégradation est d'empêcher, au sein des groupes dominés, toute émergence d'une conscience politique, toute capacité de rébellion.
Si les liens entre colonialité et animalité émaillent le livre, les femmes connaissent également l'expérience de l'animalisation: *«Les femmes, les animaux sont chargés d'aider les hommes à accomplir leurs desseins, des plus quotidiens aux plus extraordinaires. Telle femme fera que la maison de tel homme soit propre. Tel animal fera que cet homme, dans sa maison, ne craint pas le froid»*, écrit l'autrice.

Cri. Alors que la lutte pour les droits des animaux est parfois jugée comme une préoccupation bourgeoise, l'autrice l'inscrit dans une longue tradition de gauche. De Louise Michel au géographe Elisée Reclus et à la journaliste Séverine Michel, tous ont tissé le lien entre violences entre les humains et violences sur les animaux. Dans un ouvrage intitulé *Sac à tout. Mémoires d'un petit chien* publié en 1903, Séverine Michel établit un attachement des femmes aux animaux loin d'être *«une pitié de bonne femme»*. La journaliste souligne que bien que situées à des degrés différents sur l'échelle sociale des non-êtres, les femmes sont traitées telles des *«espèces inférieures»* au sexe masculin. Cet attachement trouve ses racines dans une reconnaissance mutuelle des oppressions subies, où femmes et animaux sont réduits à des rôles utilitaires, et la question animale devient un enjeu politique et féministe.
En établissant le lien entre race, classe, genre et animalité, Kaoutar Harchi met à jour le «zoosocial» qui permet in fine l'exploitation du vivant. Ce concept, qui élargit la réflexion menée par les philosophes antispécistes depuis le milieu des années 1970, propose une grille d'analyse originale pour comprendre comment les différentes formes de domination s'articulent les unes avec les autres, créant un système global d'exploitation du vivant. Dans cette configuration, l'autrice lance un cri: *«Comment nous rêver libres si les animaux, eux, ne le sont pas? Comment être humain si cette humanité est le corollaire de l'animalité?»* Combien d'oreilles humaines pour l'entendre?

WASSILA BELHACINE



KAOUTAR HARCHI
AINSI L'ANIMAL ET NOUS
Actes Sud, 320 pp., 22,50 €



La plupart des Français ne peut pas encore acheter ou louer sur une longue durée une voiture électrique. PHOTO DAVID RICHARD

Voitures électriques : halte à la désinformation !

Alors que l'autonomie s'améliore, que le réseau de bornes de recharge se développe et que le recyclage des batteries progresse, plusieurs reportages reprennent des critiques datées, voire fausses, sur cette mobilité cruciale pour décarboner nos transports, dénoncent des professionnels du secteur et des associations d'utilisateurs.

Il ne fait aucun doute aujourd'hui que le réchauffement climatique est l'une des crises les plus pressantes que nous ayons à affronter. Face à l'urgence d'agir, les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre se multiplient, à l'échelle nationale et internationale. L'Union européenne a décidé d'interdire la vente de voitures thermiques neuves en 2035. La voiture électrique apparaît comme une alternative incontournable à la voiture thermique pour atteindre nos objectifs de neutralité carbone d'ici à 2050, en réduisant notre dépendance aux énergies fossiles et en améliorant la qualité de l'air dans nos villes.

Pourtant, la voiture électrique est, depuis des années et encore aujourd'hui, victime de reportages et d'articles à charge, souvent biaisés, remplis de méconnaissances techniques, voire carrément mensongers, avec, en point d'orgue, deux reportages diffusés dans les journaux télévisés de TF1 les 12 et 31 août. Sous couvert d'objectivité, ces reportages induisent le public en erreur, lui faisant croire que les utilisateurs de véhicules électriques seraient insatisfaits, que les longs trajets seraient impraticables ou pénibles, et que les problèmes techniques seraient fréquents, quand bien même cette vision déformée de la réalité est largement contredite par des études scientifiques et des témoignages réels.

LES FAUSSES CROYANCES

Les critiques fréquemment formulées à l'encontre des véhicules électriques – autonomie insuffisante, recharge trop longue, batteries polluantes, etc. – ne tiennent pas compte des avancées considérables réalisées ces dernières années. Les autonomies s'améliorent, le réseau de bornes de recharge se développe rapidement et les technologies de recyclage des batteries progressent à grande vitesse. Si cette désinformation freine l'adoption des voitures électriques par le grand public, allant à l'encontre de l'objectif de la France et de l'Union européenne de réduire les émissions de CO_2 des transports, elle décrédibilise également les conducteurs de ces véhicules, stigmatisant leurs choix de manière injustifiée. En polarisant le débat, elle divise inutilement les Français. Pire, en sapant la confiance dans cette technologie, ces discours contribuent au retard pris par les constructeurs européens, ouvrant ainsi la voie à la domination croissante de la Chine, déjà leader mondial dans la production de véhicules électriques et de batteries. Ignorer ces dynamiques, c'est mettre en péril notre souveraineté industrielle et technologique.

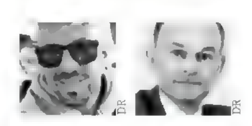
En tant que citoyens responsables et conscients des enjeux environnementaux, nous avons le devoir de mettre un terme aux fausses croyances. Oui, la voiture électrique apporte une large satisfaction à ses utilisateurs. Oui, le réseau de recharge en France est l'un des plus développés au monde, notamment pour la recharge rapide. Oui, l'empreinte carbone d'une voiture électrique est trois fois inférieure à celle d'un véhicule thermique sur l'ensemble de son cycle de vie. Oui les batteries des voitures électriques ont une deuxième vie comme stockage stationnaire, et peuvent être recyclées à l'infini, inscrivant la voiture électrique dans un cercle vertueux. Il est crucial de rappeler qu'en France, les transports représentent plus de 40 % des émissions de CO_2, faisant de ce secteur l'un des principaux contributeurs au réchauffement climatique. Parmi ces émissions, l'automobile particulière est responsable de près de la moitié, soulignant ainsi l'importance de repenser nos modes de déplacement. La transition vers les véhicules électriques est donc une nécessité impérieuse pour réduire cette empreinte carbone, respecter nos engagements climatiques et améliorer la qualité de l'air ainsi que la santé publique.

UNE VISION D'AVENIR DURABLE

Les véhicules électriques ne représentent cependant qu'une partie d'une transformation plus large de notre mobilité. Les progrès dans les énergies renouvelables, les initiatives en matière de partage de véhicules, et les efforts pour réduire notre dépendance aux voitures personnelles s'inscrivent dans une vision d'avenir durable, où la voiture électrique joue un rôle important.

C'est pourquoi nous, professionnels de l'automobile, passionnés ou simples utilisateurs, demandons aux médias de tous types de faire preuve de plus de rigueur et de responsabilité dans leurs reportages sur la voiture électrique. Il est essentiel de fournir au public des informations justes et équilibrées, basées sur des faits vérifiés et non sur des approximations ou des partis pris. La transition écologique est un enjeu majeur qui ne doit pas être entravé par des campagnes de désinformation.

Premiers signataires : **Le Tone** Journaliste, pilote, animateur télé **Pierre Desjardins** Rédacteur en chef *Automobile propre* **Ulrich Rozier** Cofondateur de *Frandroid* **Yoann Nussbaumer** Président-directeur général de Chargemap, groupe Brakson **Eric Dupin** Editorialiste podcasteur consultant *Automobile propre* **Jonathan Martin** E-Formateur de l'Academie revolte-Revolte, e-garages **Maxime Fontanier** Essayeur, Maxreportage *Automobile propre* **Philippe Mante** Commission énergie et climat (EE-LV) **Olivier Arnould** Essayeur automobile Charging Station @YouTube **Raphaëlle Baut** Journaliste automobile *Numerama* **Romain Vitt** Rédacteur en chef *Presse-citron* **Léo Larivière** Responsable du plaidoyer transition automobile et des relations parlementaires, Transport et Environnement France **Max Blondé** Essayeur automobile, chaîne Max BLD **Guilhem Richaud** Rédacteur en chef *l'Indépendant* **Didier Wach** Créateur de contenu The Choucroute Garage **Régis Jehl** Rédacteur en chef adjoint *Cleanrider* **Didier Pulicani** Journaliste spécialisé, *Mac4Ever* **Julien Aubry** Essayeur automobile, créateur de contenu Simplement Julien **Charles Camblin** Createur de contenu Tesla Geek **Aurélien de Meaux** Président d'Electra **Christophe Theuil** Président du MAP, l'observatoire des experts de la mobilité.


DR DR

Par **JEAN-CHRISTOPHE GIGNIAC**
Cofondateur de LaChaineEV
et **PASCAL HUREAU**
Président de la Fédération française des associations d'utilisateurs de véhicules électriques





RÉ/JOUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Quand le périph périra

Monologue du boulevard périphérique parisien qui va voir sa vitesse limitée à 50 km/h et sent venir sa fin prochaine, qui coïncidera avec celle de la bagnole reine.

Je suis le périphérique et je ne donne pas cher de ma peau goudronnée, usée par les pneus carbonés et menacée par la panique climatique. Je suis l'anneau de béton qui a passé la bague au doigt de la capitale voici plus de cinquante ans. Mais il me faut admettre que nos noces d'or sentent le roussi. La maire de Paris a décidé de réduire encore la vitesse autorisée aux véhicules qui me roulent sur le dos et me passent dessus depuis un demi-siècle. Cela a commencé à 90 km/h et, début octobre, nous serons rendus à 50 km/h. Je sens que bientôt les chevaux-vapeur se traîneront au pas du laboureur et que mon enrobé refleurira en gazon béni. Et cela ne manque pas de m'ulcérer tant je suis un héritier des Trente Glorieuses et de l'auto star.

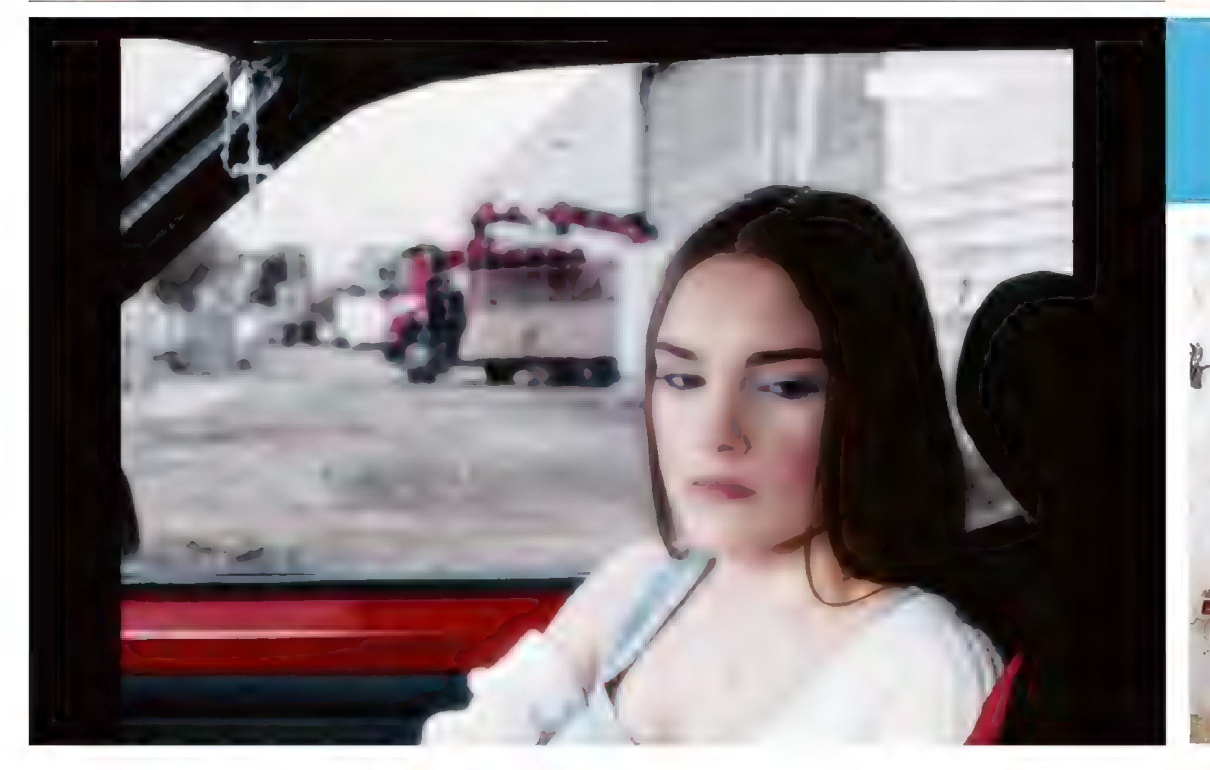
Möbius. Je dois confesser que je n'ai pas détesté l'époque héroïque où j'allais bras dessus bras dessous avec les cabriolets de la croissance opulente et les limousines de la dépense sans frein. Je me parfumais au gasoil et je faisais la noce avec les chauffeurs poids lourds. Je me sentais en phase avec ces seigneurs de la route qui, le coude à la portière, étaient encore les seuls à porter des tatouages sur leurs biceps quand chacun désormais peut s'encrer de bleu, se la raconter affranchi et s'imaginer bagnard ou cap-hornier. J'aimais aussi les fêlés en cuir noir, chevauchant leurs grosses cylindrées qui, au cœur de la nuit, montaient sur le ring et tentaient de battre des records de vitesse. Le «Prince noir» tournait les 39 kilomètres à 190 km/h de moyenne et «Ghost Rider» poussait à 211 km/h. Je reconnais que j'aimais que ça pulse vite et fort, que l'on outrepasse les limites et qu'on fasse vibrer mon cœur tendre de midinette à chevrons et de majorette au losange. Car j'avais la fibre cocardière. J'étais Citroën et Renault, Peugeot et Simca. Voilà que je me mondialise, que je m'électrise et que je m'automatise. Sur mon macadam qui finira ruban de Möbius, je vois glisser de plus en plus de Tesla suivies de leurs proxys chinois. Les régulateurs de vitesse ont pris le pouvoir sur les initiatives des timoniers. Désœuvrés et pieds en l'air, ceux-ci s'ennuient en toute sécurité. L'infantilisation des conducteurs ne signe pas la prise de pouvoir des machines, mais leur commune disparition. Qui ira de pair avec ma désaffection.

Avant moi, il y avait là une ligne de défense, hérissée de forts, qui n'a jamais protégé Paris des agressions de la méchante voisine allemande devenue depuis compagne européenne chérie, BMW et Audi compris. Et puis ce fut la zone, avec ses taudis et ses maquis, ses apaches assez à l'arrache, ses no man's land peuplés de bohémiens et d'irrégulières. Quand j'étais dans les langes, ont émergé autour de moi des HLM en briques, preuve que je fus longtemps une ceinture noire qui séparait le centre bourgeois de la banlieue rouge. La donne a changé. Je suis le terrain d'affrontement entre bobos en vélo-cargo et rurbains en Kangoo hors d'âge et en Dacia sans options. Les premiers veulent me végétaliser et abattre la clôture que je constitue et qui entrave cette inclusivité dont ils se gargarisent. Les seconds tiennent à moi comme à la garantie de leur mode de vie pavillonnaire et de leurs maigres avantages acquis que menace l'ardent réchauffement ambiant. Les premiers ont gagné, je le sais, même si les seconds résistent.

Eiffel. Les voies sur berges, mes cousines, furent les premières sacrifiées. Pompidou voulait que les autoroutes roulent sur la Seine. Hidalgo en a fait des plages piétonnières avec piscines fluviales. Les boulevards des Maréchaux sont déjà pacifiés. Demain l'A86 et la Francilienne seront remplacés par des téléphériques ou de la téléportation sur coussins d'air. Mais aujourd'hui, c'est à moi qu'on s'attaque. Deux moments ont accéléré ma destitution. 1) Pendant le Covid qui m'a vu sonner le vide, mes ennemis à deux roues ont conquis les rues de la capitale et les terrasses des bistrots ont remplacé les places de stationnement. 2) Lors des récents JO, personne ne m'a mis en valeur comme on a fait pour la tour Eiffel ou l'Arc de triomphe. C'est comme si la ville-musée avait honte de son allée de service. Pire, la voie réservée aux transports en commun pendant les Jeux va être pérennisée. Cela vaut amputation d'un tiers de ma surface corrigée. Et voilà pourquoi, moi qui ai l'âme noire et le vote utilitaire, je vais signer un pacte faustien avec les LR de la région Ile-de-France et les macronistes qui veulent ravir la municipalité au PS et pourraient venir à ma rescousse. Incorrigible individualiste, tenant à la liberté d'aller et de venir n'importe quand et n'importe comment, je me fiche d'aller à contresens de l'histoire humaine. Je me suspecte même de souhaiter que cela finisse en un carambolage fatal, en un crash sidéral sur le macadam sanglant. Fini la longue alliance passée avec la capitale, demain je serai nœud coulant pour ceux qui veulent ma perte. ◆

SIGNÉ COCO





La Biennale d'art contemporain de Lyon appuie sur la cachette

La 17e édition de l'événement, ouverte depuis samedi, s'extrait du monde, se construisant un «safe space» scrutateur. Inégale et parfois frustrante, elle convainc dans ses moments de douceur.

Par
CLAIRE MOULÈNE

Tous aux abris. Tapis dans des grottes, des tunnels, des corridors, derrière des vitres ou des interphones – mais étrangement très peu derrière des écrans et autres interfaces technologiques –, les artistes de cette 17e édition de la Biennale d'art contemporain de Lyon ont mis le monde en sourdine. A quelques exceptions près – dont celle sans détour de l'artiste palestinien Taysir Batniji qui depuis le 7 Octobre a récolté auprès des Gazaouis assiégés des dizaines de clés n'ouvrant plus sur rien, si ce n'est sur des tas de décombres –, il s'agit de se tenir loin du fracas extérieur et de l'écouter, à distance, perforer durement l'harmonie terrestre. Et elles et eux de continuer désespérément de la chercher partout, cette note perdue, depuis ce qu'on pourrait appeler un *safe space* ou pourquoi pas, dans l'enjambement proposé par l'universitaire afro-américaine bell hooks, un *brave space*, qui augmente d'une dimension performative, littéralement «encourageante», l'espace sécurisé.

A Lyon, où vient d'ouvrir samedi un nouveau chapitre de cette Biennale qui est l'une des plus anciennes et des plus importantes en France – même si depuis quelques années on a vu se multiplier beaucoup de répliques de plus petite envergure sur tout le territoire –, ce *brave space* que constitue aujourd'hui le champ de l'art est à double tranchant. Qui s'offre parfois comme un poste d'observatoire pertinent pour certains artistes dont le pas de côté est opérant pour prendre le pouls du monde. Mais dont le pouvoir de nuisance est aussi, dans certains cas, évident. Qui amortit et affaiblit certaines œuvres. Inégale donc, cette édition baptisée «les Voix du fleuve» a les inconvénients de ses avantages.

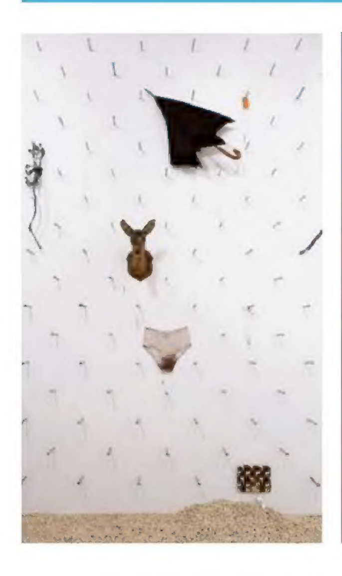
Et elle a beau compter 78 artistes, des plus identifiés (Christian Boltanski, Omer Fast, Ange Leccia, Myriam Mihindou) aux plus jeunes (Mona Cara, Tohé Commaret, Vir Andres Hera), elle se traverse, aisément il est vrai, avec la sensation de ne jamais être assommés, soit, mais ni tout à fait rassasiés non plus. Bercés plutôt, à l'abri dans une sorte de caisson sensoriel. C'est agréable, et, peu à peu, étouffant. On aurait préféré que ça grince davantage, que ça crie parfois, et que les banderoles puissantes de Jeremy Deller, remisées en bout de course, sans plus personne pour les activer ni d'autres œuvres pour s'y confronter, retrouvent de leur pouvoir d'effraction.

PREMIER DEGRÉ

A l'entrée de la principale nef des Grandes Locos, le nouveau site de la Biennale dans le quartier de la Mulatière, il est loin le bruit qui devait résonner dans ces anciennes usines de réparation de la SNCF de plus de 20 000 m². Loin aussi la chaîne humaine, le cliquetis des machines. A la place, une bande-son relaxante, un murmure lointain traversé de sifflets d'oiseaux qui font penser à un programme de méditation. Même l'armée de cocottes-minute sous pression de Pilar Albarracín a perdu de sa stridence pour tenter de s'accorder maladroitement et interpréter une version dégradée et atténuée de *l'Internationale*. Ça devrait faire peur, ça devrait faire boom, et ça fait pschitt. Mais la débandade est assumée. Tout comme celle du fou du roi, le jeune Clément Courgeon, troubadour des temps modernes et héritier lointain du charivari qui propo-

■ A gauche : extrait de *(U)* de Tohé Commaret (2024). PHOTO TOHÉ COMMARET
■ Ci-dessous : *Monte di Pietà* de Lorraine de Sagazan et Anouk Maugein (2023). PHOTO JAIR LANES
■ Mélissa Laveaux pendant le tournage du film d'Oliver Beer dans la grotte de Font-de-Gaume (2022). PHOTO OLIVERBEERSTUDIO







sait d'inverser l'ordre social, venu garer gentiment sa charrette à l'entrée de l'exposition. Au deuxième plan, suspendues sous l'immense arche de béton dont le Canadien Michel de Broin est venu rafistoler les fissures à l'aide de néons, rappelant la pratique japonaise du kintsugi, les banderoles du Sénégalais Bocar Niang qui font la promotion de la «rencontre», de «l'autre» et de la «bienveillance», ratent leur cible en visant trop droit, trop premier degré.
Il faut dire que dès le premier cartel, l'anesthésiant est lâché : «résilience». Antidote aux maux contemporains (l'éco-anxiété dont il est finalement peu question dans cette Biennale, la menace terroriste, la crise sanitaire, la perte de sens, l'épuisement généralisé), il a été tellement prescrit ces dernières années dans l'art contemporain comme ailleurs, que tout le monde frise l'overdose. On préférera alors les stratégies plus déviantes d'Hélène Delprat la punk, et la mélancolie de beaucoup d'autres qui ont chaussé leurs lunettes à verres fumés pour voir le monde en demi-teinte. Fin de partie, mais sous les applaudissements, pour le Tchèque Pavel Büchler qui a investi l'enfilade de lavabos réservés autrefois aux ouvriers dans les coulisses de l'usine. Tentative de communication avortée chez la Lituanienne Lina Lapelytė qui met en scène des adolescents imitant des cris d'animaux. Sauf que les tigres sont des chatons.
Hans Schabus réussit de son côté le tour de force d'une pièce monumentale, un tunnel long comme un Airbus et fort comme un bœuf, mais posé en équilibre sur des moulages de tortues, qui propose aux visiteurs de faire abstraction de l'immensité des lieux. Le Français Julien Discrit aussi s'est aménagé un espace, beaucoup plus petit celui-ci, plus humain, dans d'anciens bureaux de l'usine où il déplie un ensemble de vidéo, sculpture et photographies inspiré par un «memory care center» californien dans lequel sont reproduits de faux décors *fifties* à destination de malades d'Alzheimer. Faire bégayer le réel et son double : c'est aussi ce que propose dans un autre bureau haut perché la jeune Clara Lemercier Gemptel dans une vidéo en huit chapitres qui décortique les traumatismes de travailleurs. Les témoignages de ces commerciaux, assureurs, cadres, infirmières, réinterprétés par des actrices masquées, permettent de mettre à distance la souffrance. Tandis que Nefeli Papadimouli accroche non loin une série de sculptures textiles, «en grève» la plupart du temps, ou activées quand elles sont endossées à l'occasion de performances.
Aux Grandes Locos, la claque, ou plutôt la caresse, se fait attendre. Elle nous ravit d'un seul coup dans la deuxième halle où se déploie la superproduction d'Oliver Beer. L'artiste et musicien britannique qui travaille de longue date sur la question de la résonance acoustique (déjà éprouvée dans les égouts de Brighton ou les escalators tubulaires du Centre Pompidou) tient là sa *masterpiece*. Tourné dans la grotte ornée de Font-de-Gaume en Dordogne – un miracle de résilience pour le coup, préservé depuis 14 000 ans et que l'on visite aujourd'hui avec parcimonie, à raison de 80 visiteurs par jour maximum, afin d'en respecter l'équilibre –, le film est diffracté sur huit écrans géants. Il met en scène, chacun dans sa caverne (sa dépression, son grand chaos ou son tiroir, pour reprendre quelques-unes des terminaisons d'usage, à la poésie inaltérée), autant de musiciens stars : de Rufus Wainwright à Woodkid en passant par Mélissa Laveaux. Ils s'échauffent, font remonter des profondeurs le souvenir de comptines qu'ils entendaient enfants. Il y a longtemps que je t'aime, jamais je ne t'oublierai, dit la chanson. Petit à petit, la grotte se met au diapason, et les rengaines venues d'Haïti, de Scandinavie ou de France se font écho et communient, jusqu'à un final saisissant. Ici l'anthropocène n'a pas entamé sa folle course. Ici l'harmonie existe encore. On en sort tout lavé, on a tout oublié. Mais il faut remonter à la surface.
On passera vite sur les superpouvoirs des totems de l'artiste et guérisseur salvadorien Guadalupe Maravilla présenté à la Cité de la gastronomie. Pas de sa faute, ils sont même plutôt réussis dans leur genre, mais ici encore, on sature du storytelling sur le pouvoir réparateur de l'art. L'Iranienne Hajar Satari, elle, préfère explorer des états de conscience altérés qu'elle traduit dans d'étranges sculptures blanches qui tirent, littéralement, la langue. Vous reprendrez bien une dose. Dans cet ancien hôpital bizarrement reconverti en temple de la bouffe, la question du soin, elle aussi omniprésente dans l'art contemporain, est donc à l'honneur. Ceux qui s'en amusent s'en sortent le mieux, comme Malo Chapuy qui peint des figures saintes – dont une crucifixion sur une éolienne – sur des visières de protection anti-Covid. Ou la doyenne Annette Messager qui a laissé entre les boiseries de l'ancienne salle des archives se propager un drôle de bestiaire d'animaux empaillés, rehaussés de têtes de peluches.

TRINITÉ BIEN RODÉE

L'obsession de la réparation, dans un monde meurtri, et de la part d'une commissaire Alexia Fabre, ex-directrice du Musée d'art contemporain (MAC) du Val-de-Marne, aujourd'hui à la tête des Beaux-Arts de Paris où il faut, comme dans toutes les écoles d'art et tous les lieux de formation en général, veiller à panser les plaies post #MeToo, à ménager les susceptibilités des identités multiples ou à prendre soin de la santé mentale d'une jeunesse dont on sait qu'elle est pour partie en souffrance, n'est pas vraiment une surprise. Elle traverse de très nombreuses œuvres de la Biennale, notamment au MAC de Lyon, l'autre grand site de l'événement où l'on retrouve entre autres la metteuse en scène Lorraine de Sagazan et son *Monte di Pietà* qui consigne des objets du traumatisme et leurs souvenirs mis en mots par la géniale poétesse Laura Vazquez, ou encore le musée dans le musée de l'Anglo-Kenyane Grace Ndiritu qui pose en creux la question des restitutions (et donc encore d'une forme de réparation). Mais on n'est pas tout à fait sûr qu'elle en organise une articulation vraiment opérante. On n'est pas loin parfois de la trinité bien rodée : repli, pardon, réparation.
Mais souvent la dimension sacrificielle, et c'est tant mieux, laisse place à une forme de douceur plus aimable qui tient à la façon dont ces artistes observent, toujours à distance et avec une certaine vitalité désespérée, la condition humaine. C'est Sylvie Fanchon, peintre et figure des Beaux-Arts, décédée l'an dernier, qui dans ses peintures ultra-*sharp* se débat avec la moderne solitude de nos vies connectées (dans sa toute dernière série elle reproduit les conseils délivrés sur son téléphone portable par Corona, l'assistant vocal de Microsoft téléchargé par mégarde). Ou encore la jeune Tohé Commaret, autre révélation de cette 17e Biennale d'art contemporain, qui en onze minutes cœur serré suit les tribulations sans fin d'une jeune femme cheveux noirs yeux bleus (oui le cinéma de Duras n'est pas loin) dans les cités de Vitry-sur-Seine. Elle sonne à des interphones, elle passe des appels, personne ne répond, jamais. Tout le monde est aux abonnés absents. ◆

CULTURE/


Sur scène, une douzaine de musiciens et un chef d'orchestre. PHOTO JOSEPH BANDERET

«La Symphonie tombée du ciel», la miraculée conception

S'appuyant sur une musicalité rare, la création sensorielle présentée à l'Athénée à Paris conte avec humour ses miracles du quotidien.

Et pour toi, ce serait quoi, un miracle aujourd'hui, alors même que tu ne crois pas au miracle, que tu rationalises l'inattendu, que l'imprévu est rarement au coin de ta rue et quand il l'est, tu ne le discernes pas? A quel moment ce que tu qualifierais d'habitude de chance devient miracle? Est-ce une question de degré? Ou existe-t-il une différence de nature entre la chance et le miracle? Y a-t-il besoin d'invoquer une intervention divine? Un miracle, à leur manière, Samuel Achache, Antonin-Tri Hoang, Florent Hubert et Eve Risser, qui assurent la direction artistique de cette *Symphonie tombée du ciel*, en produisent bien, avec cette courte pièce entièrement musicale d'une heure précise et l'orchestre la Sourde sur le plateau qui questionne justement les miracles au quotidien.

A la manière de Marceline Loridan qui interpellait les passants en 1960, dans *Chronique d'un été* de Jean Rouch et d'Edgar Morin, la direction artistique ainsi que la réalisatrice sonore Chloé Kobuta ont sillonné les routes avec cette question et un enregistreur. L'entièreté de la récolte est loin d'être présentée puisque seulement deux récits de miracles ont été gardés dans leur intégralité, ainsi qu'une multitude de bribes d'histoires. L'extrême originalité de cette symphonie tient à la manière dont le collectif nous les restitue.

En effet, le premier des miracles que produit cette création est sensoriel. Ici, la musique n'accompagne pas les paroles, mais rend évident ce qui est dissimulé d'ordinaire, ou qu'on oublie d'entendre: la musicalité spécifique des mots et des voix. Plongé dans ce bain sonore, le public est soudainement si attentif à la moindre intonation qu'il a le sentiment d'une langue nouvelle et comme entièrement nettoyée des scories. Chacun devient un nouveau Cratyle, ce dialogue de Socrate qui, pour faire court, s'interroge sur l'adéquation des mots et de ce qu'ils désignent. Mais ici, c'est moins la sonorité produite par les mots et les phrases qui importe que l'intonation spécifique de chacune des voix qui s'emballent. Le miracle est donc que l'ouïe du public se modifie pendant la représentation: chacun se surprend à écouter la tessiture même des mots, la musicalité produite par les affects (la joie, la peur, l'enthousiasme) que porte chaque voix. Vieille expérience de musique concrète? Peut-être, sauf que la musique du compositeur Pierre Schaeffer reste réservée à un public d'initiés qui a déjà la capacité d'écouter ce qui lui sera proposé. Ici se produit le phénomène inverse, et le spectacle est tout autant adressé aux adultes qu'aux enfants. Du burlesque et de la drôlerie, il y a, à travers les corps de chacun des musiciens.

Madone. Sur le plateau, il y a donc un groupe d'une douzaine de musiciens et un chef d'orchestre dos au public qui fait plus ou moins les gestes qu'on attend de lui, sauf qu'ici, ces mouvements règlent tout autant la musique que les corps déjantés qui s'approchent, reculent, se mêlent, s'éparpillent. Les musiciens prennent le plateau, ne cessent de bouger, de recomposer le corps organique qu'ils forment, et la théâtralité de chacun, leur force théâtrale est on ne peut plus visible. Ils sont bien vêtus de noir et de blanc comme il se doit, mais avec des habits de fête désordonnés, une mini-robe à paillette par exemple, qui se dévoilera être un accessoire sonore essentiel pour faire entendre la neige qui s'éboule.

Parmi les instruments, une farandole d'amplis ronds, posés sur des chaises comme s'ils prenaient la place de protagonistes absents, ou carrément suspendus, font surgir le concert de voix des interviewés, jusqu'à ce que soient isolés comme dans un solo deux récits plein de suspense. Celui d'Hervé, rescapé d'une avalanche qu'il a provoquée, et la quête d'un Napolitain auprès de la madone dédiée aux femminielli, soit toute une communauté queer.

Grandiose. Samuel Achache et ses acolytes émettent l'hypothèse qu'aujourd'hui, les miracles ont lieu sous d'autres formes qu'au Moyen Age ou au XIXe siècle et se propageraient dans l'intimité. Pourquoi ne pas avoir pris la honte ou la culpabilité, alors, autre expérience intérieure, individuelle ou partagée? Et bien sans doute parce qu'il leur manque le grandiose ou l'enthousiasme qui transparaissent des récits de miracles et provoquent une musicalité propre. Mais aussi parce que contrairement aux miracles, on ne doute pas de leur existence.

Ce travail sur la voix et la musique qu'elle porte selon ce qui l'affecte était déjà la trame de *Sans tambour*, la précédente création collective de Samuel Achache, présentée au festival d'Avignon en 2022 et qui repart en tournée (1), immense succès, immense tournée par la suite, pièce sur la séparation, et dont déjà, nous expliquait Samuel Achache, *«la musique était composée ex nihilo d'après la musicalité de chacun des acteurs»*, leurs voix ayant été retranscrites en partition, ce qui provoqua *«des répétitions musicales pures et dures»*. Dans cette *Symphonie tombée du ciel*, dit Achache *«le miracle pose la question de ce dont on ne s'explique tandis que la musique vient faire entendre ce qui ne se dit pas»*.

ANNE DIATKINE

(1) Sans tambour sera notamment joué aux Bouffes du Nord (75010) du 25 février au 9 mars.

LA SYMPHONIE TOMBÉE DU CIEL
de SAMUEL ACHACHE, ANTONIN-TRI HOANG, FLORENT HUBERT et EVE RISSER
A l'Athénée Théâtre Louis-Jouvet (75009) jusqu'au 28 septembre.



Le spectacle trouve quelque chose à revivifier de la fable grecque. PHOTO CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE

Jean-François Sivadier va mythe et loin

A la Commune, l'auteur réécrit ambitieusement les légendes grecques dans un récit comique et étrange.

En avant-scène, alors que la salle bruisse encore des bavardages des nombreux lycéens présents ce soir-là, un jeune homme qui leur ressemble nous prie d'éteindre nos téléphones puis enchaîne tout de go avec un petit point mythologie grecque : le voilà empêtré dans le récit de la pomme de la discorde, celle que le berger Pâris préfère offrir à la déesse Aphrodite, précipitant ainsi un gros bazar. Ménélas jaloux, Iphigénie sacrifiée, Troie dévastée, le cycle des guerres et le massacre des fils par les pères : c'est à une épopée à pas de course que nous convie Jean-François Sivadier. Le rythme et le ton laissent craindre d'abord une forme d'opportunisme, décidément de saison, à récupérer de façon plus ou moins astucieuse sur scène des facilités narratives à la sauce Netflix – citons les récents spectacles de Caroline Guiela Nguyen ou de Baptiste Amann. Netflix qui propose ces jours-ci une réactualisation burlesque des mythes olympiens dans une série baroque carburant aussi à l'irrévérence potache.

Paillettes. Mais ne boudons pas notre plaisir. Voici un spectacle d'une monstrueuse ambition, qui entend tout montrer de cette grande famille en faisant feu de tout bois, depuis le théâtre antique jusqu'au feuilleton contemporain, en passant par la fable politique shakespearienne, le vaudeville, la tragédie classique, la comédie horrifique et le cabaret. Sur une scène tout ouverte, cintres à vue qui déroulent parfois de grandes toiles peintes, et sur un plateau couvert de copeaux de bois mêlés de paillettes, une quinzaine de comédiens tous issus d'une même promo du Conservatoire national de Paris alternent avec fougue, et une justesse parfois inégale, entre les différents registres de ces Atrides réécrites avec brio. Euripide, Sophocle, Racine, Sénèque : Jean-François Sivadier puise dans le réservoir mythologique, vaste matériau polymorphe, un théâtre-monde où il jubile de recombiner tout ce qu'il a travaillé précédemment.
Pas simple de passer de la déclamation emphatique au grand-guignol. La médaille tragi-comique n'est pas facile à retourner, et sa réversibilité est ici un peu laborieuse. Davantage que dans certaines séquences résolument tragiques qui sonnent scolaires, c'est dans un comique mâtiné d'étrangeté et de méta-théâtralité que le spectacle s'épanouit et trouve quelque chose à revivifier de la grande fable grecque.

Bidasses. On rit, beaucoup même, des motifs décalés du grand récit homérique, devant cette loufoque comédie de bidasses qu'est devenu le siège de Troie, devant la cuistrerie bouffonne d'Achille qui parle comme un coach ou la voix de dessin animé du fantôme grotesque de Thyeste et son scaphandre plein de fumée. On rit surtout devant ce petit théâtre dans le théâtre installé à la fin du spectacle – concentration par l'absurde de la fable terrifiante qui vient d'être donnée, et qui balaie finalement l'impression tenace d'assister à une démonstration pédago-démago. Ainsi la malédiction d'Atrée s'épuise-t-elle, dans un bruit et une fureur rendus à leur drôlerie et leur trivialité.

LUCILE COMMEAUX

PORTRAIT DE FAMILLE, UNE HISTOIRE DES ATRIDES de et par JEAN-FRANÇOIS SIVADIER avec une partie de la promotion 2023 du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris. Au théâtre de la Commune à Aubervilliers jusqu'au 29 septembre.

«L'Avare» fait d'une pièce deux goûts

Deux mises en scène se jouent à Paris. L'une, lisse mais efficace, à la Comédie-Française ; l'autre, excitante mais foutraque, au théâtre de la Tempête.

Il était précisé dans l'invitation d'apporter textiles, vêtements, papiers, poudres récipients… On n'en a rien fait, on aurait dû ; d'autres s'en sont chargés, ont vidé caves et chambres d'enfant de leurs serpents en peluche, lunettes de toilette, craies, CD best-of des années 90… aussitôt triés récupérés par les acteurs en slip pour se costumer, faire la musique, accessoiriser le décor, bref jouer cet *Avare* qui compte sur la générosité de ses spectateurs. Bien vu, comme le dit Anne-Elodie Sorlin en chauffeuse de salle pendant que ses camarades remplissent les étagères style Emmaüs : *«Vu l'état du système, manquerait plus que ce soit aux artistes de payer pour jouer.»*
Ça commence fort pour cette création signée Clément Poirée d'un *Avare* déglingué en mode décroissance au théâtre de la Tempête à Vincennes. Tout le contraire a priori de ce qui se joue au cœur de l'institution parisienne avec la reprise à la Comédie-Française de la mise en scène 2022 de Lilo Baur. Direction la Suisse, ambiance villégiature sur pelouse impeccable, costumes de golf ; Harpagon est banquier genevois. D'un côté, un plateau aux allures de coulisses-atelier, où chacun travaille à vue pour le jeu commun – avant de redistribuer le foutoir à une ressourcerie solidaire –, de l'autre une propriété au bord du lac Léman, où rien ne dépasse, l'argent est bien planqué. Deux visions irréconciliables : à la Comédie-Francaise, tout est verrouillé ; à la Tempête, tout se voit et sera redistribué. On aurait aimé qu'il en soit de même pour le spectacle donné (mot honni par Harpagon), mais la promesse d'une pièce foutraque happening tombe vite à plat. Anne-Elodie Sorlin sera la seule à faire dérailler le rythme convenu ; sa Frosine survoltée en nuisette est une fête dans une mise en scène victime de sa trop bonne idée : celle de son Harpagon joué par John Arnold – qui porte en lui une histoire du théâtre de Mnouchkine à Lupa. Un John Arnold travaillé ici comme un trésor national, coincé dans son costume d'époque en fantôme de Charles Dullin ; il joue son Avare tout seul, isolé dans un monde qui n'est plus le sien. Avare vraiment ? Alors que la jeunesse prône la décroissance et que son Cléante de fils fait le beau avec l'équivalent de 4 000 euros de fringues sur le dos ? Le combat est inégal, Arnold en majesté gagne la pièce sur ses partenaires de jeu, sympathiques mais trop verts pour imposer leur partition.
Et l'ennui menace les plus belles intentions. Tout le contraire sur la pelouse luxueuse de la Comédie-Française, où Laurent Stocker, Harpagon de folie, explose la comédie de Molière, entraîne la troupe dans sa dinguerie absolue et donne raison à l'adage : on ne prête qu'aux riches.

LAURENT GOUMARRE

L'AVARE par CLÉMENT POIRÉE au théâtre de la Tempête (75012) jusqu'au 20 octobre puis en tournée.
L'AVARE par LILO BAUR à la Comédie-Française (75001) jusqu'au 1er janvier.

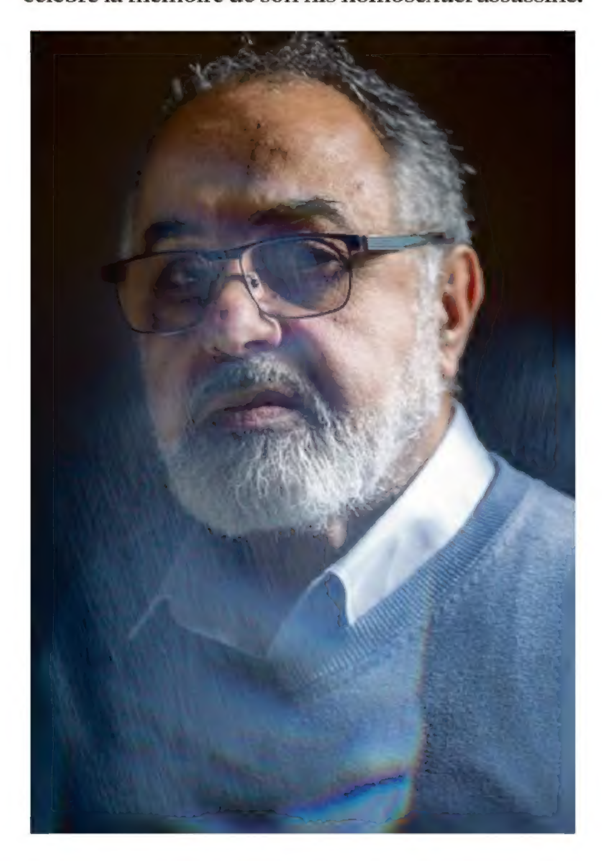


L'Avare par Lilo Baur se joue à nouveau à la Comédie-Française. B. ENGUERAND



Paternel arc-en-ciel

Hassan Jarfi Le professeur de religion islamique en Belgique célèbre la mémoire de son fils homosexuel assassiné.



LE PORTRAIT

«Hassan! *Ils ont retrouvé son corps!*» Le 1er mai 2012, la voix de Nancy déchire le silence d'une maison de la campagne liégeoise, en Belgique. Pour Nancy et Hassan Jarfi, c'est la fin de dix jours en apnée. Leur fils Ihsane, 32 ans, a été retrouvé mort dans un champ à 30 km de Liège. Le jeune homme avait été vu pour la dernière fois montant dans une voiture devant l'Open Bar, un lieu fréquenté par la communauté LGBT +. Sept cents personnes, *«musulmanes et non-musulmanes»*, précise Hassan Jarfi, se rendent à ses obsèques. Quatre hommes sont arrêtés. Le procès glace la Belgique. Dans son livre, *Ihsane Jarfi, le couloir du deuil*, Hassan Jarfi écrit: *«Telles des hyènes, chacun a arraché un morceau de la vie de mon enfant, ne laissant que sa dépouille, la cage thoracique aplatie, le crâne fracassé, le cou étranglé, le corps tailladé, déshabillé pour l'humilier.»* Son agonie aura duré entre quatre et six heures. Le haut-le-cœur remonte jusqu'à l'ambassadeur du Maroc et au Premier ministre belge d'alors, Elio di Rupo. *«L'onde de choc a été immense»*, se remémore ce dernier.

Pour la première fois, le critère aggravant d'homophobie est retenu. Trois des assassins sont condamnés à la perpétuité, le quatrième à trente ans de réclusion. Hassan Jarfi ne prononce pas leurs noms. *«Une sorte d'amnésie»*, dit-il. Le nom d'Ihsane Jarfi, lui, résonne dans le film que lui a consacré le cinéaste Nabil ben Yadir, *Animals*, comme lors des marches qui rassemblent chaque année quelques centaines de personnes devant son portrait dans une rue adjacente au quartier gay de Bruxelles.

«Je lui ai promis que j'essaierais de lui rendre la dignité qu'il n'a pas eue quand il était vivant. Alors je vais partout, je dis comment il était.» Dix ans qu'Hassan Jarfi sillonne la Wallonie, après avoir créé une fondation en 2014. Les frères Dardenne, double-palmés d'or locaux, font partie du conseil d'administration. Jean-Paul Lacomble, président du Royal Football Club de Liège, en est le président. Chaque année, il organise le Challenge Jarfi, l'occasion de sensibiliser les jeunes footeux. *«Tous n'acceptent pas de porter le brassard arc-en-ciel. En même temps, quand on voit l'attitude des pros…»* Pour Lacomble, Hassan Jarfi adoucit les mœurs. *«Sa méthode correspond à une vision de la démocratie qui se construit par le dialogue.» «Son rôle est important dans une religion qui a une branche fondamentaliste*, ajoute Di Rupo, désormais député européen. *Au-delà du combat pour son fils, il y a là une leçon politique au sens le plus noble du terme.»*

Après nous avoir récupéré à la gare de Fexhe-le-Haut-Clocher sous un ciel on ne peut plus belge, Hassan Jarfi fait un crochet par la boulangerie. *«Il pleut bien. C'est une drache hein!»* Lui est né à Casablanca, au Maroc. Père berbère, mère arabe, l'enfant pauvre se retrouve dans un lycée de riches français. Il obtient le bac mais sa famille l'envoie bosser aux chemins de fer. Pour émarger la feuille de présence, il signe «Karl Marx». Il se rêve étudiant, organise sa fuite vers les Pays-Bas puis les Etats-Unis. Une halte à Liège, poussée par la promesse d'un repas chaud, sera décisive. *«Les premiers à m'avoir nourri et donné un travail sont Robert et Philippe, un couple d'homosexuels qui tenaient une maison de repos pour personnes âgées*, raconte Hassan Jarfi. *Avant ça, j'avais passé trois jours à la mosquée sans manger. C'est là que mes réflexions ont commencé: "Qui est le plus proche de Dieu?"»* C'est en faisant sa demande pour son titre de séjour au service de l'immigration qu'il rencontre Nancy, apprentie institutrice qui écrit un mémoire sur les immigrés.

A 26 ans, Hassan Jarfi réussit le concours de professeur de religion islamique. Dans l'enseignement public belge, un cours de religion ou de morale laïque est obligatoire. En 2003, il prend du galon en étant élu responsable du département des Mosquées en région wallonne. Il supervise 144 lieux de culte. *«Pourtant, je n'étais pas très apprécié par l'Exécutif des musulmans de Belgique, l'interlocuteur officiel auprès des autorités. Je n'avais pas le profil type: mon épouse était belge, on avait fait une émission avec des rabbins…»* Face à la pression, il démissionne en 2005 et adhère de plus en plus au soufisme: *«Dieu est en nous. Il ne faut pas chercher un paradis ou un enfer. Dans le soufisme, on dit: il n'y a que nos actes qui resteront.»*

1953 Naissance à Casablanca
2003 Responsable des mosquées de Wallonie
22 avril 2012 Assassinat de son fils
2014 *Ihsane Jarfi, le couloir du deuil* (éditions Luc Pire)
2024 Dix ans de la Fondation Ihsane Jarfi contre l'homophobie

En veut-il aux dignitaires de l'Exécutif des musulmans qui lui ont fait payer ses idées progressistes? *«Pas du tout! Ce qui me pose des problèmes de conscience, c'est d'avoir gardé le silence sur l'homosexualité d'Ihsane quand il était en vie.»* Il hausse le ton, comme s'il se confrontait aux dévots dans son salon et s'adressait directement à eux au temps où Ihsane était encore de ce monde: *«Vous vous en prenez aux pédés, mais vous savez que mon fils est homosexuel? Et qu'il n'a rien fait pour l'être?! Et qu'il connaît la religion mieux que vous?!»* Et d'ajouter: *«C'est le conseil que je donne aux parents. Dites à tout le monde: "Mon enfant est différent." Faites-le maintenant avant qu'il ne soit mort.»*

Sa manière de tenir, à l'époque: le Xanax. Aujourd'hui: foncer. A 71 ans, le cœur toujours bien à gauche, Hassan Jarfi fait des traductions de textes arabes. Va donner un cours à l'université de Namur sur les discriminations et la religion. A créé un refuge à Liège pour de jeunes adultes LGBT + virés de chez eux. Enchaîne les interventions dans les écoles. En dix ans, il a rencontré un nombre incalculable d'élèves. *«Je pourrais être leur grand-père. Je leur dis: "Je suis prof de religion islamique, j'ai les éléments pour discuter." Je leur dis qu'Ihsane était efféminé, que je me posais des questions, qu'il a vécu avec un homme.»*

Nancy Jarfi rentre à la maison. Elle se mêle prudemment à notre discussion autour d'un sandwich thon-mayo. Si elle soutient le combat de son mari et l'accompagne parfois, elle ne partage pas son urgence à propulser leur histoire hors du cercle familial. Son deuil, elle le fait avec les quatre frères et sœurs d'Ihsane, et s'occupe de ses dix petits-enfants. Hassan Jarfi s'accorde une petite sieste. Pourquoi s'est-il lancé dans cette mission? *«Il veut rattraper ce qu'il n'a pas fait avant»*, avance-t-elle, inquiète de voir son mari *«retourner le couteau dans la plaie»* si souvent.

Le soleil entre en scène. La photographe sort son matériel. Hassan la prévient: *«Parfois j'ai un spectre de tristesse qui passe sur tout mon visage. Mais je n'en suis pas conscient, il faudra me le dire.»* Elle: *«Moi je vois surtout ce regard pétillant!» «C'est l'intelligence»*, fanfaronne-t-il. Sa passion: écrire. Hassan Jarfi emplit des caisses de carnets. Il nous révèle le titre d'un premier roman en gestation: *le Rituel des cinq profondeurs*. L'héroïne? *«Une gitane qui vit dans un bidonville, sorte de Zarathoustra»*, le mystérieux prophète. Elle croisera dans ses aventures la route d'Ihsane. Qu'Hassan Jarfi passera le restant de ses jours à faire renaître. ◆

Par **ADRIEN NASELLI**
Photo **LAËTITIA BICA**